

# DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

# TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNÉE 1950

Les numéros cités à la suite de certains documents renvoient aux textes antérieurs sur le même objet.

Les impressions parlementaires du Conseil de la République sont ainsi réparties :

Année 1950 : N<sup>os</sup> 1 à 910.

### SESSION DE 1950

1. — Allocution prononcée par M. Casser, président d'âge, p. 1.
2. — Projet de loi de finances pour l'exercice 1950, p. 1.
3. — Projet de loi relatif aux conventions collectives, p. 6.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 6377, 6921, 7130, 8444, 8506, 8597, 8615.
4. — Projet de loi autorisant la passation d'un bail par l'Etat à la ville de Châteauroux aux fins de location d'une partie de la caserne Ruby-Ouest, p. 10.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8197, 8743.
5. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont instituées les comités d'entreprise, p. 10.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 1214, 2116, 7421, 8479.
6. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux, p. 10.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 1326, 5028, 5071, 7777, 8721; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 743 (année 1948).
7. — Allocution prononcée par M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, p. 11.
8. — Proposition de loi de Mme Devaud autorisant la conclusion immédiate d'accords collectifs de salaires, p. 11.
9. — Proposition de résolution de Mme Devaud relative à la conclusion immédiate d'accords collectifs de salaires, p. 11.
10. — Proposition de résolution de M. Denvers tendant à ne pas rendre les collectivités locales concédantes responsables des déficits des entreprises gazières, p. 12.
11. — Proposition de résolution de M. André Diethelm tendant à fixer le mode d'élection des conseillers de l'Union française représentant la métropole en contre-partie des conseillers désignés par le Viet-Nam, p. 13.
12. — Proposition de loi de Mme Devaud tendant à modifier l'article 5 de la loi relative à la composition du Conseil économique, p. 13 et 14.
13. — Proposition de résolution de M. Hélène tendant à organiser sur de nouvelles bases la politique d'accession à la petite propriété, p. 14.
14. — Proposition de résolution de M. René Coty tendant à modifier le règlement en vue d'accélérer la nomination des commissions, p. 15.
15. — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi relatif à l'exploitation des substances utiles aux recherches concernant l'énergie atomique dans les territoires d'outre-mer, p. 15.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 6914, 7021; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 778 (année 1949).
16. — Proposition de résolution de M. Gondjout tendant à rendre obligatoire dans les territoires d'outre-mer non pourvus d'un code du travail la fixation d'un salaire minimum, p. 16.
17. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1950 (tomes I et II), p. 16.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8336, 8425, 8789, 8808, 8909, 8920; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 2 (année 1950).
18. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel de céder à leur successeur le bénéfice au maintien dans les lieux, p. 62.
19. — Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à abroger l'article 3 de l'ordonnance relative aux spectacles, p. 63.
20. — Rapport d'information de M. Bénigne Fournier sur la mission d'enquête effectuée par une délégation de la commission de l'agriculture dans les régions de production des fruits et légumes, p. 63.

NOTA. — Pour permettre aux lecteurs de connaître la date de publication au Journal officiel et le numéro des feuilles annexes renfermant les documents qui les intéressent, un tableau de concordance est inscrit à la fin de la présente table.

**21.** — Rapport sur la proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai un projet de loi autorisant la conclusion d'accords collectifs de salaires entre organisations professionnelles intéressées, par Mme Devaud, sénateur, p. 66.

Voir: Conseil de la République, n° 9 (année 1950).

**22.** — Rapport de M. Teisseire sur une demande en suspension de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 66.

**23.** — Rapport de M. Vanrullen sur la proposition de loi tendant à accorder une indemnité unique aux prestataires de la caisse autonome des mineurs, p. 66.

Voir: Assemblée nationale, nos 8360, 8408, 8709; Conseil de la République, n° 935 (année 1949).

**24.** — Rapport d'information de M. Verdeille sur la mission d'enquête effectuée par la délégation de la commission de l'intérieur sur les lieux du sinistre qui a ravagé la forêt des landes de Gascogne, p. 67.

**25.** — Proposition de résolution de M. Loison tendant à rendre l'assurance obligatoire par une majoration du prix de l'essence pour les véhicules à moteur, p. 68.

**26.** — Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1950, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, par M. Rochereau, sénateur, p. 69.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8336, 8425, 8789, 8808, 8857, 8920; Conseil de la République, nos 2 et 17 (année 1950).

**27.** — Avis présenté au nom de la commission de la production industrielle sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1950, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, par M. Longchambon, sénateur, p. 69.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8336, 8425, 8789, 8808, 8857, 8909, 8920; Conseil de la République, nos 2, 17 et 26 (année 1950).

**28.** — Proposition de loi de M. Lassalle-Séré relative à la réglementation de l'importation des boissons alcooliques dans les établissements français d'Océanie, p. 70.

**29.** — Proposition de loi de M. Lassalle-Séré relative aux publications en langue tahitienne et marquisienne dans les établissements français d'Océanie, p. 70.

**30.** — Proposition de résolution de M. Ernest Pezet tendant à créer de nouveaux postes d'attachés du travail dans certains pays étrangers, p. 70.

**31.** — Proposition de loi de M. Laillet de Montullé relative au délai de prescription des arrérages de la retraite du combattant, p. 70.

**32.** — Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi relatif aux conventions collectives, p. 71.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8444, 6377, 6921, 8597, 7130, 8566, 8615; Conseil de la République, n° 3 (année 1950).

**33.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, majorant le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 87.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8213, 8521, 8802, 8922.

**34.** — Avis présenté au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, par M. Bardon-Damarzid, sénateur, p. 87.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6377, 6921, 7130, 8444, 8566, 8597, 8615; Conseil de la République, nos 3 et 32 (année 1950).

**35.** — Proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à modifier l'article 14 du règlement, p. 87.

**36.** — Proposition de loi de Mme Jane Vialle tendant à la promulgation, dans les territoires d'outre-mer, de l'article 340 du code civil, p. 87.

**37.** — Avis de la commission des affaires économiques par M. Georges Laffargue, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, p. 88.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6377, 6921, 7130, 8444, 8566, 8597, 8615; Conseil de la République, nos 3, 32 et 34 (année 1950).

**38.** — Avis de la commission de la production industrielle, par M. de Villoutreys, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, p. 88.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6377, 6921, 7130, 8444, 8566, 8597, 8615; Conseil de la République, nos 3, 32, 34 et 37 (année 1950).

**39.** — Avis de la commission de l'agriculture, par M. de Félice, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, p. 88.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6377, 6921, 7130, 8444, 8566, 8597, 8615; Conseil de la République, nos 3, 32, 34, 37 et 38 (année 1950).

**40.** — Avis de la commission de la marine, par M. Abel-Durand, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, p. 88.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6377, 6921, 7130, 8444, 8566, 8597, 8615; Conseil de la République, nos 3, 32, 34, 37, 38 et 39 (année 1950).

**41.** — Proposition de résolution de M. Henri Martel tendant à exprimer la solidarité du Conseil de la République aux mineurs victimes de la catastrophe de Saint-Eloy-les-Mines (Puy-de-Dôme), p. 88.

**42.** — Proposition de loi de M. Pellenc tendant à promouvoir le redressement des finances publiques, p. 88.

**43.** — Projet de loi étendant au Togo le décret portant réglementation des transports automobiles en Afrique occidentale française, p. 96.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6098, 8903.

**44.** — Projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (subvention au F. I. D. E. S. et au F. I. D. O. M.), p. 96.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8059, 8776.

**45.** — Projet de loi modifiant l'article 2 de la loi autorisant le cumul des fonctions de greffier de justice de paix et d'huissier, p. 97.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4101, 7867, 8591.

**46.** — Projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, p. 97.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7022, 8670.

**47.** — Projet de loi relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, p. 97.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8424, 8716, 9017.

**48.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 3 de la loi portant application aux militaires de la sécurité sociale, p. 98.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7104, 7923.

**49.** — Projet de loi tendant à approuver les actes définissant les rapports du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France, p. 98.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8930 rectifié et 9055.

**50.** — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi tendant à préciser le statut des ministres du culte catholique au regard de la législation sociale, p. 98.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6146, 6445; Conseil de la République, n° 874 (année 1949).

**51.** — Rapport par M. Roger Fournier sur la proposition de loi majorant le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et des pensions de la sécurité sociale, p. 99.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8213, 8521, 8802, 8922; Conseil de la République, n° 33 (année 1950).

**52.** — Proposition de résolution de M. Gondjout tendant à assurer la séparation des pouvoirs administratifs et judiciaires dans les territoires d'outre-mer, p. 99.

**53.** — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à indemniser les victimes de l'orage de neige dans l'Aude, p. 99.

**54.** — Proposition de résolution de M. Symphor tendant à revaloriser les traitements des fonctionnaires de l'Etat dans les départements d'outre-mer, p. 100.

**55.** — Projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, p. 100.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9096, 9109, 9116.

**56.** — Rapport par M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, p. 101.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9096, 9109, 9116; Conseil de la République, n° 55 (année 1950).

**57.** — Rapport par M. Dronne, sur le projet de loi tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France, p. 101.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8930 rectifié, 9055, 9085; Conseil de la République, n° 49 (année 1950).

**58.** — Rapport de M. Razac sur le projet de loi tendant à la suppression de la cour de justice de l'Indochine, p. 101.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7552, 8413; Conseil de la République, n° 861 (année 1949).

**59.** — Avis par M. Ernest Pezet sur le projet de loi tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France, p. 101.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8930 (rectifié), 9055; Conseil de la République, nos 49 et 57 (année 1950).

**60.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, rendant applicable à l'Algérie la loi relative aux baux à loyers de locaux à usage commercial détruits par suite d'actes de guerre, p. 101.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8860, 8921.

**61.** — Rapport par M. Cornu sur la proposition de résolution de M. Symphor, concernant la revalorisation des traitements des fonctionnaires dans les départements d'outre-mer, p. 102.

Voir: Conseil de la République, n° 54 (année 1950).

62. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi relatif au mode d'application des surtaxes locales temporaires sur les transports de marchandises et d'animaux par chemin de fer, p. 102.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4686, 8429; Conseil de la République, n° 878 (année 1949).
63. — Proposition de résolution de M. Schwartz tendant à rendre obligatoire l'enseignement du code de la route, p. 102.
64. — Rapport de M. Bernard Lafay sur la proposition de loi tendant à étendre l'application des majorations de service aux médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active, p. 103.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7692, 7878; Conseil de la République, n° 863 (année 1949).
65. — Rapport de M. de Montalembert fait en vue de présenter les candidatures pour les trois sièges du comité constitutionnel, p. 103.
66. — Rapport de M. Jean de Gouyon sur le projet de loi portant création d'un contingent de croix du mérite maritime en faveur des états-majors et des équipages ayant participé aux dragages, p. 103.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7264, 7570, 8262; Conseil de la République, n° 876 (année 1949).
67. — Rapport de M. Piales sur le projet de loi autorisant la concession de la construction des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques et au grand canal d'Alsace, p. 103.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6483, 7940; Conseil de la République, n° 857 (année 1949).
68. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à permettre aux personnes condamnées par coutumace, par la Haute Cour, de faire rouvrir leur procès, p. 105.
69. — Avis par M. Alex Roubert sur le projet de loi concernant les forces hydrauliques du Rhin, p. 105.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6483, 7940; Conseil de la République, nos 857 (année 1949) et 67 (année 1950).
70. — Rapport de M. Bousch sur la proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance relative au régime des mines domaniales de potasse d'Alsace, p. 105.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5899, 8540; Conseil de la République, n° 912 (année 1949).
71. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger la loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande, p. 106.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6515, 7443, 8400, 8662.
72. — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi rendant applicable à la Nouvelle-Calédonie le décret réformant le régime de l'interdiction de séjour, p. 106.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4573, 7864; Conseil de la République, n° 859 (année 1949).
73. — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi tendant à rendre applicable à l'Afrique équatoriale française, aux établissements français de l'Océanie et dans l'Inde le décret-loi réformant le régime de l'interdiction de séjour, p. 107.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4930, 7805; Conseil de la République, n° 860 (année 1949).
74. — Rapport de M. Romain sur le projet de loi relatif à la création d'un établissement administratif permanent à l'île Amsterdam, p. 107.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7818, 8345; Conseil de la République, n° 858 (année 1949).
75. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à revaloriser l'allocation d'attente, p. 107.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6524, 8403.
76. — Projet de loi tendant à accorder aux personnels des égouts des avantages pour l'ouverture du droit à pension, p. 108.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6990, 7009, 8542, 8918, 9076.
77. — Projet de loi relatif au nouveau mode de perception des surtaxes locales temporaires perçues sur le trafic marchandises des chemins de fer, p. 108.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 3096, 9021.
78. — Projet de loi portant modification à la législation sur les habitations à bon marché, p. 108.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8099, 9057.
79. — Proposition de résolution de M. Jean Bène tendant à aider les victimes de l'orage de neige de l'Hérault, p. 109.
80. — Proposition de résolution de M. Debré tendant à interdire le scrutin public à la tribune pour le vote sur l'ensemble de projets et propositions de loi, p. 109.
81. — Avis, par M. Salier, sur le projet de loi relatif à la création d'un établissement administratif permanent à l'île Amsterdam, p. 111.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7818, 8345; Conseil de la République, nos 858 (année 1949) et 74 (année 1950).
82. — Avis, par M. Carcassonne, sur le projet de loi tendant à la suppression de la cour de justice de l'Indochine, p. 111.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7552, 8413; Conseil de la République, nos 861 (année 1949) et 58 (année 1950).
83. — Proposition de résolution tendant à mettre les bénéfices réalisés sur la vente des stocks de café à la disposition des territoires d'outre-mer producteurs de cette denrée, p. 111.
84. — Avis, par M. de Félice, sur la proposition de résolution de M. Landry, concernant l'aide à apporter en matière de logement, aux économiquement faibles, p. 111.  
Voir: Conseil de la République, nos 833 et 960 (année 1949).
85. — Rapport, par M. Chochoy, sur le projet de loi relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, p. 111.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8421, 8716, 9017; Conseil de la République, n° 47 (année 1950).
86. — Avis de M. Sclafér, présenté par M. Jean Maroger, sur le projet de loi relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, p. 112.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8421, 8716, 9017; Conseil de la République, nos 47 et 85 (année 1950).
87. — Rapport, de M. Longchambon, sur le projet de loi tendant à ratifier la convention franco-sarraise en matière de propriété industrielle, p. 112.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7475, 8721; Conseil de la République, n° 915 (année 1949).
88. — Rapport de M. Delalande sur la proposition de loi tendant à organiser la publicité à l'égard des tiers des soumissions pour insuffisance de prix, p. 112.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5609, 8203; Conseil de la République, n° 911 (année 1949).
89. — Rapport de M. Michel Madelin sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi portant application aux militaires du régime de la sécurité sociale, p. 113.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7104, 7923; Conseil de la République, n° 48 (année 1950).
90. — Avis par M. Lilaise sur le projet de loi portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar, p. 113.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4345 rectifié, 5159, 7061; Conseil de la République, nos 862 et 930 (année 1949).
91. — Projet de loi relatif aux élections aux conseils d'administration des organismes de sécurité sociale, p. 113.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8868, 8912, 9038, 9174, 9217.
92. — Rapport de M. Rabouin sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 971 et suivants du code civil (dispositions testamentaires), p. 115.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 2656, 4001; Conseil de la République, n° 901 (année 1949).
93. — Proposition de résolution de M. Patient tendant à prendre des mesures d'exonération fiscale en faveur des personnes exerçant leur activité en Guyane, p. 117.
94. — Rapport de M. Bousch sur la proposition de résolution tendant à faire bénéficier les installations électriques réalisées par des industriels, pour parer à la pénurie de courant électrique, de délais d'amortissement extrêmement brefs, p. 117.  
Voir: Conseil de la République, n° 827 (année 1949).
95. — Proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à restreindre le nombre des documents d'état civil requis devant les administrations, p. 119.
96. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à modifier la législation en matière de vente avec primes, p. 119.
97. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (subventions au F. I. D. E. S. et au F. I. D. O. M.), p. 120.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8059, 8776, 8862; Conseil de la République, n° 44 (année 1950).
98. — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à augmenter le contingent des croix de la Légion d'honneur mis à la disposition du ministre du travail en vue de récompenser les vieux travailleurs, p. 125.
99. — Deuxième avis de M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi sur les dommages de guerre, p. 125.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6908, 7929, 8122; Conseil de la République, nos 816, 870 et 933 (année 1949).
100. — Proposition de résolution de M. Radius tendant à hâter la discussion du projet de loi instituant une procédure de revision exceptionnelle à l'égard des personnes exécutées sans jugement sous la fausse accusation de collaboration avec l'ennemi, p. 125.
101. — Proposition de loi de M. Delalande abrogeant les conditions exceptionnelles d'arrestation des contrevenants en matière de contributions indirectes, p. 126.
102. — Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance sur la limitation des débits de boissons, p. 127.
103. — Proposition de résolution de M. Canivez tendant à rétablir l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes sinistrées, p. 127.
104. — Rapport de M. Tharradin sur la proposition de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les comités d'entreprises, p. 127.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 1214, 2116, 7421, 8479; Conseil de la République, n° 5 (année 1950).

**105.** — Rapport de M. Laillet de Montullé sur la proposition de résolution tendant à assurer aux boulangers le libre choix de leurs meuniers, p. 128.

Voir: Conseil de la République, n° 914 (année 1949).

**106.** — Rapport de M. Laillet de Montullé sur la proposition de résolution tendant à supprimer le régime de la double étiquette dans le commerce des fruits et légumes, p. 128.

Voir: Conseil de la République, n° 938 (année 1949).

**107.** — Rapport de M. Charles Barret sur la proposition de loi tendant à abroger la loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail, p. 128.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 6545, 7443, 8400, 8662; Conseil de la République, n° 71 (année 1950).

**108.** — Rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi tendant à ratifier le décret tendant applicables à Saint-Pierre et Miquelon les concessions tarifaires négociées à Genève, p. 129.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 5866, 8673, 8674; Conseil de la République, n° 905 (année 1949).

**109.** — Rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon tendant à réglementer les conditions d'entrepôt des morues vertes dans cet archipel, p. 129.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 6103, 8675, 8676; Conseil de la République, n° 906 (année 1949).

**110.** — Rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération de la commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar tendant à rendre applicable à ce territoire le décret qui a modifié le code des douanes, p. 129.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 6105, 8677, 8678; Conseil de la République, n° 907 (année 1949).

**111.** — Rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon fixant la réglementation des conditions d'entrepôt à Saint-Pierre des morues vertes, p. 130.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 6727, 8681, 8682; Conseil de la République, n° 908 (année 1949).

**112.** — Rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi ratifiant la délibération du conseil du gouvernement de l'Afrique équatoriale française relative au régime douanier du bassin du Congo et à l'abrogation du décret portant suppression de la frontière douanière entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, p. 130.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 6272, 8679, 8680; Conseil de la République, n° 928 (année 1949).

**113.** — Proposition de résolution de M. Randria tendant à venir en aide aux victimes du cyclone survenu sur la côte Nord-Est de Madagascar, p. 130.

**114.** — Rapport de M. Romani sur le projet de loi relatif à l'extension dans certains territoires d'outre-mer de l'ordonnance modifiant les articles 356 et 357 du code pénal, p. 131.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 7941, 8604; Conseil de la République, n° 909 (année 1949).

**115.** — Rapport de M. Denvers sur le projet de loi portant modification à l'article 111 et aux articles 113 à 117 du code du travail maritime, p. 131.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 5699, 6676; Conseil de la République, n° 875 (année 1949).

**116.** — Rapport de M. Serrure sur la proposition de résolution tendant à assurer le développement de l'enseignement à Madagascar, p. 133.

Voir: Conseil de la République, n° 513 (année 1949).

**117.** — Rapport de M. Mathieu sur la proposition de loi tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux, p. 133.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 1991, 5950, 7020, 8630; Conseil de la République, n° 929 (année 1949).

**118.** — Avis par M. Michel Debré sur le projet de loi relatif à la ratification de la convention franco-sarroise en matière de propriété industrielle, p. 136.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 7475, 8721; Conseil de la République, n°s 945 (année 1949) et 87 (année 1950).

**119.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes des fonctionnaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 136.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8935, 9106.

**120.** — Propositions de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à fixer le taux du prélèvement sur les loyers versés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1949, p. 137.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9176, 9287.

**121.** — Proposition de résolution de M. Georges Laffargue tendant à faire modifier dans toutes les entreprises le libellé des feuilles de paye, p. 137.

**122.** — Proposition de résolution de M. Georges Laffargue tendant à modifier le régime de sécurité sociale en ce qui concerne les prélèvements effectués sur les heures supplémentaires, p. 138.

**123.** — Projet de loi tendant à proroger les dispositions des articles 10 et 11 de la loi portant organisation de la marine marchande, p. 138.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9271, 9346.

**124.** — Avis de M. Durand-Réville sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (subventions au F. I. D. E. S. et au F. I. D. O. M.), p. 138.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8862, 8059, 8776; Conseil de la République, n°s 44 et 97 (année 1950).

**125.** — Projet de loi maintenant provisoirement en vigueur certaines dispositions législatives du temps de guerre, p. 140.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n° 9221.

**126.** — Rapport par M. Marcellhacy sur le projet de loi relatif à certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre, p. 141.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n° 9221; Conseil de la République, n° 125 (année 1950).

**127.** — Proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à abroger partie de la circulaire relative à certains versements aux employés des collectivités locales mis à la retraite, p. 141.

**128.** — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi autorisant la passation d'un bail par l'Etat à la ville de Châteauroux aux fins de location d'une partie de la caserne Ruby-Ouest, p. 141.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8197, 8743; Conseil de la République, n° 4 (année 1950).

**129.** — Rapport de M. Pujol sur le projet de loi relatif aux élections des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales, p. 142.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8868, 8912, 9038, 9174, 9247; Conseil de la République, n° 91 (année 1950).

**130.** — Proposition de résolution de M. Rotinat tendant à la création d'une commission « de la protection nationale », p. 142.

**131.** — Rapport de M. Robert Le Guyon sur la détermination de la procédure d'élection de six membres de l'Assemblée de l'Union française correspondant au tiers de la représentation de l'Etat du Viet-Nam, p. 142.

Voir: Conseil de la République, n° 41 (année 1950).

**132.** — Rapport, par M. Denvers, sur le projet de loi tendant à proroger les dispositions des articles 10 et 11 de la loi portant organisation de la marine marchande, p. 144.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9271, 9346; Conseil de la République, n° 123 (année 1950).

**133.** — Projet de loi relatif à l'amodiation des bacs et passages d'eau, p. 144.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 1553, 9083.

**134.** — Projet de loi relatif à la réglementation des substances explosives dans les territoires du Togo et du Cameroun, p. 144.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8180, 9152.

**135.** — Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser par décret un referendum à Pondichéry, Karikal, Yanam et Mahé, p. 145.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 7653, 8949.

**136.** — Rapport de M. Durand-Réville sur le projet de loi étendant au Togo le décret portant réglementation des transports automobiles en Afrique occidentale française, p. 145.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 6098, 6903; Conseil de la République, n° 43 (année 1950).

**137.** — Rapport de M. Zussy sur la proposition de résolution de M. Canivez tendant à rétablir l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes et des communes sinistrées, p. 145.

Voir: Conseil de la République, n° 403 (année 1950).

**138.** — Rapport, par M. Jozeau-Marigné, sur la proposition de loi tendant à fixer le taux du prélèvement sur les loyers, p. 145.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9176, 9287; Conseil de la République, n° 120 (année 1950).

**139.** — Rapport de M. Lamousse sur la proposition de loi relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux, p. 146.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 1326, 5028, 5071, 7777, 8724; Conseil de la République, n°s 748 (année 1949) et 6 (année 1950).

**140.** — Proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à créer un tribunal spécial chargé de réprimer les attaques à main armée, p. 147.

**141.** — Proposition de loi de M. Dulin portant création d'attachés agricoles, p. 148.

**142.** — Rapport de M. Léo Hamon sur le projet de loi tendant à accorder aux personnels du service actif des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, p. 148.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 6990, 7009, 8542, 8918, 9076; Conseil de la République, n° 76 (année 1950).

**143.** — Rapport de M. Jules Valle sur la proposition de loi rendant applicable à l'Algérie la loi relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre, p. 150.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8860, 8921; Conseil de la République, n° 60 (année 1950).

**144.** — Rapport de M. Symphor sur les propositions de résolution tendant à indemniser les victimes de l'orage de neige dans l'Aude et l'Hérault, p. 150.

Voir: Conseil de la République, n°s 53 et 79 (année 1950).

**145.** — Rapport, par M. Bollfraud, concernant le budget du Conseil de la République (exercice 1948), p. 151.

- 146.** — Avis de M. Armengaud sur la proposition de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les comités d'entreprises, p. 153.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 1211, 2116, 7421, 8179; Conseil de la République, nos 5 et 104 (année 1950).
- 147.** — Rapport de M. Chochoy sur la proposition de loi tendant à revaloriser l'allocation d'attente instituée par la loi du 30 août 1917, p. 153.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6524, 8403; Conseil de la République, no 75 (année 1950).
- 148.** — Projet de loi concernant l'appel en 1950 des jeunes gens sous les drapeaux, p. 154.
- 149.** — Rapport annuel de M. Méric au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées (première partie: la S.N.C.A.S.E. et le S.E. 2010 « Armagnac »), p. 154.
- 150.** — Projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, p. 157.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), no 9295.
- 151.** — Rapport supplémentaire de M. Zussy sur la proposition de résolution tendant à rétablir l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes sinistrées, p. 157.  
Voir: Conseil de la République, nos 103 et 137 (année 1950).
- 152.** — Rapport, par M. Michel Madelin, sur le projet de loi concernant l'appel en 1950 des jeunes gens sous les drapeaux, p. 157.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9242, 9399; Conseil de la République, no 148 (année 1950).
- 153.** — Proposition de loi de M. Patient tendant au rétablissement d'une cour d'appel autonome en Guyane française, p. 158.
- 154.** — Proposition de résolution de M. Randria tendant à réaliser une politique efficace de l'élevage à Madagascar, p. 159.
- 155.** — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à accroître l'efficacité sociale de la sécurité sociale, p. 159.
- 156.** — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à permettre aux Français héritant d'un bien sinistré appartenant à un étranger de bénéficier de la législation sur les dommages de guerre, p. 160.
- 157.** — Rapport supplémentaire de M. Mathieu sur la proposition de loi tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux, p. 160.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4991, 5950, 7020, 8630; Conseil de la République, nos 929 (année 1949) et 117 (année 1950).
- 158.** — Rapport de M. Carcassonne sur le projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, p. 163.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7022, 8670; Conseil de la République, no 46 (année 1950).
- 159.** — Avis, par M. Jean-Marie Grenier, sur la proposition de loi tendant à revaloriser l'allocation d'attente, p. 163.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6524, 8403; Conseil de la République, nos 75 et 147 (année 1950).
- 160.** — Avis, par M. Jean-Marie Grenier, sur la proposition de résolution concernant le rétablissement de l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes et des communes sinistrées, p. 163.  
Voir: Conseil de la République, nos 103, 137, 151 (année 1950).
- 161.** — Avis, par M. Canivez, sur la proposition de résolution concernant le rétablissement de l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes et des communes sinistrées, p. 163.  
Voir: Conseil de la République, nos 103, 137, 151, 160 (année 1950).
- 162.** — Rapport de M. Georges Pernot sur le projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, p. 164.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), no 9295; Conseil de la République, no 150 (année 1950).
- 163.** — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à prendre certaines mesures susceptibles de favoriser la diffusion de la pensée française, p. 164.
- 164.** — Proposition de résolution de M. Biatarana tendant à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite « loi Grammont », p. 166.
- 165.** — Rapport de M. Rabouin sur le projet de loi modifiant l'article 2 de la loi autorisant le cumul des fonctions de greffier de justice de paix et d'huissier, p. 166.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4401, 7367, 8591; Conseil de la République, no 45 (année 1950).
- 166.** — Avis de la commission du travail, par M. Dassaud, sur la proposition de loi tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux, p. 166.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 1991, 5950, 7020, 8630; Conseil de la République, nos 929 (année 1949), 117 et 157 (année 1950).
- 167.** — 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire de la commission de la famille, par M. Le Basser, sur la proposition de loi tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux, p. 166.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 1991, 5950, 7020, 8630; Conseil de la République, nos 929 (année 1949), 117, 157 et 166 (année 1950).
- 168.** — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur le projet de loi portant modification à la législation sur les habitations à bon marché, p. 167.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8099, 9057; Conseil de la République, no 78 (année 1950).
- 169.** — Projet de loi autorisant la cession de l'immeuble « Parc de la Bretonnière » à la Société d'exploitation industrielle et commerciale, p. 167.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 3123, 9228.
- 170.** — Projet de loi créant un conseil supérieur de l'entraide sociale, p. 167.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 292, 8503.
- 171.** — Projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficience, p. 168.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4184, 8309, 8469.
- 172.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant le statut des déportés et internés de la Résistance, p. 169.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6069, 6189, 9260.
- 173.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, réglementant l'emploi de produits végétaux dans les boissons non alcooliques, p. 170.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8259, 8347, 8571, 8655.
- 174.** — Projet de loi relatif à la ratification de l'accord concernant l'aide pour la défense mutuelle conclu avec les Etats-Unis d'Amérique, p. 170.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9222, 9430, 9440.
- 175.** — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord concernant l'aide pour la défense mutuelle conclu avec les Etats-Unis d'Amérique, p. 170.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9222, 9430, 9440; Conseil de la République, no 117 (année 1950).
- 176.** — Avis de M. Bolifraud sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord concernant l'aide pour la défense mutuelle conclu avec les Etats-Unis d'Amérique, p. 172.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9222, 9430, 9440; Conseil de la République, nos 174, 175 (année 1950).
- 177.** — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi relatif au nouveau mode de perception des surtaxes locales temporaires perçues sur le trafic marchandises des chemins de fer, p. 174.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 3096, 9021; Conseil de la République, no 77 (année 1950).
- 178.** — Rapport supplémentaire de M. Lamousse sur la proposition de loi relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux, p. 174.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 1326, 5028, 5071, 7777, 8724; Conseil de la République, nos 743 (année 1948), 6 et 139 (année 1950).
- 179.** — Rapport de M. Michel Debré sur la proposition de résolution tendant à interdire le scrutin public à la tribune pour le vote sur l'ensemble de projets et propositions de loi, p. 175.  
Voir: Conseil de la République, no 50 (année 1950).
- 180.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la création d'un droit de timbre exceptionnel dont la perception serait préalable au renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles, p. 177.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9256, 9391, 9478, 9505.
- 181.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 107 du livre I<sup>er</sup> du code du travail, p. 177.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7541, 9128.
- 182.** — Proposition de loi de M. Carcassonne tendant à proroger de douze mois le délai prévu à l'article 6 de la loi tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, p. 177.
- 183.** — Rapport de M. Bertaud sur la proposition de résolution tendant à rendre obligatoire l'enseignement du code de la route, p. 178.  
Voir: Conseil de la République, no 63 (année 1950).
- 184.** — Rapport de M. Giacomoni sur la proposition de résolution tendant à faire voter un projet de loi créant un tribunal spécial pour les attaques à main armée, p. 178.  
Voir: Conseil de la République, no 140 (année 1950).
- 185.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur la proposition de loi tendant à créer un droit de timbre exceptionnel pour le renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles, p. 178.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9256, 9391, 9478, 9505; Conseil de la République, no 130 (année 1950).
- 186.** — Avis de M. Aubert sur la proposition de loi tendant à créer un droit de timbre exceptionnel pour le renouvellement des récépissés de déclarations de véhicules automobiles, p. 181.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9256, 9391, 9478, 9505; Conseil de la République, nos 180, 185 (année 1950).
- 187.** — Rapport, par M. Marius Moutet, sur le projet de loi autorisant un referendum dans les établissements français de Pondichéry, de Karikal, de Yanam et de Mahé, p. 181.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7653, 8949; Conseil de la République, no 135 (année 1950).

- 188.** — Rapport de M. Lassalle-Séré sur la proposition de loi tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 184.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8935, 9106; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 119 (année 1950).
- 189.** — Proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à compléter l'article 75 du règlement, p. 189.
- 190.** — Proposition de résolution de M. Marilhac tendant à compléter l'article 75 du règlement en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi, p. 189.
- 191.** — Proposition de résolution de M. Brizard tendant à réserver à la reconstruction une plus large part des fonds de l'aide Marshall, p. 189.
- 192.** — Proposition de loi de M. Lodéon tendant à compléter la loi sur l'organisation de la marine marchande, p. 190.
- 193.** — Projet de loi relatif à la prorogation du mandat des membres du Conseil économique, p. 190.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>o</sup> 9541, 9577.
- 194.** — Projet de loi relatif à la prorogation de certains baux de locaux à usage commercial, p. 191.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9542, 9676.
- 195.** — Proposition de résolution de M. Biatarana tendant à instituer le bénéfice de la franchise postale en faveur des conseillers généraux, p. 191.
- 196.** — Rapport de M. Georges Laffargue sur le projet de loi relatif à la prorogation du mandat des membres du Conseil économique, p. 191.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9541, 9577; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 193 (année 1950).
- 197.** — Proposition de loi de M. Mostefal El-Hadi tendant à assurer le contrôle des opérations électorales, p. 191.
- 198.** — Projet de loi relatif à la composition de la justice de paix de Colomb-Béchar, p. 192.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8551, 9301.
- 199.** — Projet de loi portant attribution d'un édifice culturel au directeur d'Alsace et de Lorraine de l'église évangélique de la confession d'Augsbourg, p. 192.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 6815, 9304.
- 200.** — Projet de loi tendant à valider les actes réglementaires régulièrement promulgués par le gouvernement provisoire de la République de Cochinchine, p. 193.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 7668, 9125.
- 201.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 54 g et 54 j du livre II du code du travail, p. 193.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 6850, 7751, 8919, 9298.
- 202.** — Avis de M. Ernest Pezet sur le projet de loi autorisant un référendum dans les établissements français de Pondichéry, de Karikal, de Yanam et de Mahé, p. 193.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 7653, 8949; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 135 et 187 (année 1950).
- 203.** — Proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à accélérer la réalisation de l'équipement laitier, p. 196.
- 204.** — Rapport de M. Zafimahova sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux victimes du cyclone survenu sur la côte Nord-Est de Madagascar, p. 199.  
Voir: Conseil de la République, n<sup>o</sup> 113 (année 1950).
- 205.** — Rapport de M. Carcassonne sur le projet de loi relatif à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanaux, p. 200.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9542, 9576; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 194 (année 1950).
- 206.** — Avis de M. Saller sur la proposition de loi tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes des fonctionnaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 200.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8935, 9106; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 119 et 188 (année 1950).
- 207.** — Projet de loi tendant à approuver la cession gratuite au département de Meurthe-et-Moselle du bâtiment de la cour d'appel de Nancy, p. 201.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9236, 9490.
- 208.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention signée avec le gouvernement de la zone française d'occupation en ce qui concerne le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers, p. 202.  
Voir: Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 7899, 9403.
- 209.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre le bénéfice de la retraite aux agents des services publics réguliers de voyageurs et marchandises, p. 202.  
Voir: Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 9282, 9407.
- 210.** — Proposition de résolution de M. Méric tendant à simplifier la procédure administrative imposée aux dossiers d'électrification rurale et d'adduction d'eau, p. 202.
- 211.** — Proposition de résolution de M. Méric tendant à autoriser le cumul de la carte sociale des économiquement faibles et de la pension attribuée aux grands infirmes, p. 202.
- 212.** — Proposition de loi de M. Saller tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C.F.A., p. 203.
- 213.** — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à faire modifier le mode de calcul de la population dans les communes en voie d'ascension rapide, p. 203.
- 214.** — Projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (réparations de dommages de guerre), p. 204.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8581, 8833, 9207, 9348, 9445, 9522.
- 215.** — Proposition de résolution de M. Carcassonne tendant à mettre un terme aux attentats commis contre des citoyens usant de la liberté de réunion, p. 206.
- 216.** — Projet de loi portant une nouvelle répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, p. 207.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9566, 9654.
- 217.** — Projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 207.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8715, 9536, 9556, 9663.
- 218.** — Proposition de loi de M. Avinin tendant à régler le reclassement des fonctionnaires des cadres locaux européens d'Indochine, p. 208.
- 219.** — Rapport de M. Bertaud sur la proposition de résolution tendant à stabiliser les programmes d'enseignement ainsi que les livres scolaires, p. 209.  
Voir: Conseil de la République, n<sup>o</sup> 944 (année 1949).
- 220.** — Projet de loi portant organisation provisoire des transports maritimes, p. 209.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9560, 9659.
- 221.** — Rapport de M. Carcassonne sur la proposition de résolution de M. Carcassonne tendant à mettre un terme aux attentats commis contre des citoyens usant de la liberté de réunion, p. 210.  
Voir: Conseil de la République, n<sup>o</sup> 215 (année 1950).
- 222.** — Avis de la commission de la défense nationale, par M. Pic, sur la proposition de loi tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, p. 210.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8935, 9106; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 119, 188 et 208 (année 1950).
- 223.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger la loi accordant le maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, p. 210.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 7278, 8706, 9550, 9568, 9603, 9631.
- 224.** — Projet de loi tendant à proroger le mandat des membres du conseil représentatif de la Côte française des Somalis, p. 210.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9308, 9571.
- 225.** — Rapport de M. Vanrullen sur le projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 210.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8715, 9536, 9556, 9663; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 217 (année 1950).
- 226.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, p. 210.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 4154, 8966, 9483, 9532.
- 227.** — Rapport de la commission des finances, par M. Bertoin, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant une nouvelle répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, p. 211.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9566, 9654; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 216 (année 1950).
- 228.** — Proposition de loi de M. Carcassonne tendant à modifier l'article 36 de l'ordonnance portant organisation de la sécurité sociale, p. 211.
- 229.** — Rapport, par M. Marilhac, sur la proposition de loi tendant à modifier et à proroger la loi n<sup>o</sup> 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, p. 211.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 7278, 8706, 9550, 9568, 9603, 9631; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 223 (année 1950).
- 230.** — Rapport, par M. Lodéon, sur la proposition de loi concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, p. 211.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 4154, 8966, 9483, 9532; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 226 (année 1950).
- 231.** — Rapport, par M. Abel-Durand, sur le projet de loi portant organisation des transports maritimes, p. 211.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9560, 9659; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 220 (année 1950).
- 232.** — Avis présenté au nom de la commission de la France d'outre-mer, par M. Razac, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant organisation provisoire des transports maritimes, p. 212.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9560, 9659; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 220 et 231 (année 1950).

- 233.** — Rapport, par M. Marc Rucart, sur le projet de loi tendant à proroger le mandat des membres du conseil représentatif de la Côte française des Somalis, p. 212.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9308, 9571; Conseil de la République, n° 224 (année 1950).
- 234.** — Avis de la commission des finances, par M. Aubert, sur la proposition de loi concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, p. 212.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 1154, 8966, 9483, 9532; Conseil de la République, nos 226 et 230 (année 1950).
- 235.** — Rapport d'information de M. Pierre Boudet sur la mission effectuée en Afrique française par une délégation de la sous-commission chargée de suivre et de contrôler l'emploi des crédits affectés à la défense nationale, p. 212.
- 236.** — Projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bordj-Bou, Arreridj (Algérie), p. 225.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8102, 9538.
- 237.** — Projet de loi portant modification de l'acte dit loi sur la protection de la naissance, p. 225.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8562, 9390.
- 238.** — Projet de loi portant dissolution du commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux, p. 226.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6092, 7078, 7839, 8705.
- 239.** — Proposition de résolution de M. Jean Maroger tendant à compléter l'article 75 du règlement en ce qui concerne le scrutin public à la tribune, p. 226.
- 240.** — Proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à remédier à la situation des professeurs agrégés de l'ancien cadre normal, p. 227.
- 241.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux étudiants atteints d'une affection de longue maladie avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949, p. 228.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6159, 6123, 7625, 8588, 9617.
- 242.** — Proposition de loi de Mme Devaud tendant à modifier la loi relative aux conventions collectives, p. 228.
- 243.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, p. 229.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7058, 7585, 9130.
- 244.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale modifiant l'ordonnance relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, p. 229.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8569, 9135, 9626.
- 245.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'expropriation des propriétés nécessaires aux travaux militaires, p. 230.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 1222, 3753, 6329.
- 246.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instituant dans les services de la trésorerie générale des cadres permanents de fonctionnaires, p. 230.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8376, 9204.
- 247.** — Projet de loi tendant à instituer un article 320 bis et modifiant l'article 434 du code pénal, p. 230.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8559, 9318.
- 248.** — Projet de loi modifiant l'article 248 du code pénal, p. 230.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8561, 9195.
- 249.** — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre relative à la protection de l'enfance martyre, p. 231.
- 250.** — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à aggraver les pénalités prévues à l'article 312 du code pénal, p. 231.
- 251.** — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 232.
- 252.** — Proposition de loi de M. Restat portant réforme des finances locales et départementales, p. 232.
- 253.** — Projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950, p. 231.
- 254.** — Proposition de résolution de M. Cozzano tendant au dépôt d'un projet de loi stipulant que tout fonctionnaire reconnu inapte à servir outre-mer sera détaché ou intégré dans un cadre métropolitain homologué, p. 240.
- 255.** — Proposition de résolution de M. Cozzano tendant à rendre obligatoire l'adhésion des firmes commerciales d'outre-mer à la caisse de retraites des travailleurs métropolitains expatriés, p. 240.
- 256.** — Rapport de MM. Jean-Marie Grenier, Courrière et Pellenc sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (réparation des dommages de guerre), p. 241.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8581, 8833, 9207, 9348, 9445, 9522; Conseil de la République, nos 214 (année 1950).
- 257.** — Proposition de résolution de M. Blatarana tendant à rétablir la concélérité dans le ressort de toutes les cours d'appel, p. 253.

- 258.** — Rapport de M. Le Basser sur le projet de loi prévoyant la création d'un conseil supérieur de l'entraide sociale, p. 258.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 292, 8503; Conseil de la République, n° 179 (année 1950).
- 259.** — Rapport d'information de M. Dronne sur la mission d'enquête à Madagascar et en Côte française des Somalis effectuée par une délégation de la commission de la France d'outre-mer, p. 259.
- 260.** — Proposition de résolution de M. de Bardonnèche tendant à venir en aide aux populations des Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Drôme et Vaucluse victimes du gel, p. 281.
- 261.** — Rapport de M. Cozzano sur le projet de loi tendant à valider les actes réglementaires promulgués par le gouvernement provisoire de la République de Cochinchine, p. 281.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7668, 9125; Conseil de la République, n° 200 (année 1950).
- 262.** — Projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 (prêts et garanties), p. 282.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8582, 8833, 9208, 9651, 9683, 9717.
- 263.** — Projet de loi fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire à attribuer aux personnels militaires des armées actives et des services de la France d'outre-mer, p. 285.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9191, 9641.
- 264.** — Rapport de M. Charles Morel sur la proposition de résolution tendant à permettre aux étudiants en médecine de 4<sup>e</sup> année, externes ou internes des hôpitaux dans les villes sièges d'écoles préparatoires, d'y achever leurs études, p. 285.  
 Voir: Conseil de la République, n° 916 (année 1949).
- 265.** — Rapport de M. Lionel-Pélerin sur la proposition de résolution tendant à abroger la partie de circulaire ministérielle relative à certains versements aux employés des collectivités locales mis à la retraite, p. 286.  
 Voir: Conseil de la République, n° 427 (année 1950).
- 266.** — Rapport de M. Grassard sur la proposition de résolution tendant à mettre les bénéfices réalisés sur la vente des stocks de café à la disposition des territoires d'outre-mer producteurs de cette denrée, p. 286.  
 Voir: Conseil de la République, n° 83 (année 1950).
- 267.** — Rapport de M. Paul Robert sur le projet de loi relatif à l'amodiation des bacs et passages d'eau, p. 288.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 1553, 9083; Conseil de la République, n° 133 (année 1950).
- 268.** — Proposition de loi de M. Denvers tendant à modifier la loi relative au régime d'assurance des marins, p. 289.
- 269.** — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de loi modifiant l'ordonnance relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, p. 289.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6569, 9135, 9626; Conseil de la République, n° 214 (année 1950).
- 270.** — Proposition de résolution de M. Cornu tendant à ne pas retenir sur les traitements des fonctionnaires des départements d'outre-mer le montant des jours de grève, p. 291.
- 271.** — Avis de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre, par M. Jules Pouget, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (réparation des dommages de guerre), p. 291.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8581, 8833, 9207, 9445, 9522; Conseil de la République, nos 214 et 256 (année 1950).
- 272.** — Avis de la commission de la production industrielle, par M. Armengaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (réparation des dommages de guerre), p. 292.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8581, 8833, 9207, 9348, 9445, 9522; Conseil de la République, nos 214 et 256 (année 1950).
- 273.** — Rapport de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre sur les propositions de résolution relatives à une politique du logement et à la construction d'immeubles neufs avec les fonds de l'aide Marshall, p. 292.  
 Voir: Conseil de la République, nos 620 (année 1949) et 191 (année 1950).
- 274.** — Projet de loi portant modification des lois sur les élections consulaires, p. 297.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 2354, 9553.
- 275.** — Projet de loi portant application de l'acte dit loi relatif à la lutte contre les maladies vénériennes aux établissements français de l'Océanie, p. 297.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4571, 9621.
- 276.** — Projet de loi tendant à rendre applicable au Togo et dans certains territoires d'outre-mer l'ordonnance réprimant les evasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires, p. 297.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4781, 9622.
- 277.** — Projet de loi tendant à augmenter le principal fixe de la contribution mobilière du département des Alpes-Maritimes, p. 298.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6819, 9597.

**278.** — Projet de loi tendant à la ratification de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, p. 298.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8365, 9581.

**279.** — Projet de loi modifiant l'article 135 du code d'instruction criminelle, p. 298.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7642, 9583.

**280.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, p. 298.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8580, 9372, 9475, 9506; Conseil de la République, n° 253 (année 1950).

**281.** — Proposition de résolution de M. Loison tendant à porter remède à la situation défavorable de la police en tenue en matière de traitement, p. 336.

**282.** — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de résolution tendant à revenir à la domiciliation communale pour les dépenses d'assistance, p. 336.  
 Voir: Conseil de la République, n° 661 (année 1949).

**283.** — Rapport de M. Cornu sur la proposition de résolution de M. Cornu, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour ne pas retenir, à titre exceptionnel sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer, le montant des jours de grève, p. 339.  
 Voir: Conseil de la République, n° 270 (année 1950).

**284.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, prorogeant le délai de rachat des cotisations d'assurances sociales, p. 339.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législature), nos 6910, 7394, 8777, 9519, 9630.

**285.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certains articles de la loi relative aux placements des fonds des caisses d'épargne, p. 340.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 2618, 3990, 5200, 9439.

**286.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente versée au titre de la sécurité sociale, p. 340.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9284, 9507, 9652.

**287.** — Proposition de loi de M. Marrane tendant à étendre aux maires et adjoints permanents les avantages de la sécurité sociale, p. 341.

**288.** — Proposition de loi de M. Marrane tendant à étendre à toutes les acquisitions immobilières de l'Etat la procédure spéciale de purge des hypothèques, p. 341.

**289.** — Proposition de résolution de M. Biatarana tendant à mettre à la disposition de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine les moyens nécessaires à l'exploitation du périmètre pétrolier de Lacq, p. 341.

**290.** — Rapport de M. Hébert sur la proposition de résolution tendant à instituer l'assurance obligatoire par une majoration du prix de l'essence pour les véhicules à moteur, p. 342.  
 Voir: Conseil de la République, n° 25 (année 1950).

**291.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention avec le Gouvernement de la zone française d'occupation pour le régime de sécurité sociale des travailleurs frontaliers, p. 342.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7899, 9403; Conseil de la République, n° 208 (année 1950).

**292.** — Rapport, par M. Saint-Cyr, sur la proposition de loi prorogeant le délai de rachat des cotisations d'assurances sociales prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, p. 343.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6910, 7394, 8777, 9519, 9630; Conseil de la République, n° 284 (année 1950).

**293.** — Rapport de M. Brettes sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 8 de la loi créant le conseil inter-professionnel du vin de Bordeaux, p. 343.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7058, 7585, 9430; Conseil de la République, n° 243 (année 1950).

**294.** — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi relatif à la composition de la justice de paix de Colomb-Béchar, p. 343.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8551, 9301; Conseil de la République, n° 198 (année 1950).

**295.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi tendant à instituer un article 320 bis et modifiant l'article 434 du code pénal, p. 344.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8559, 9313; Conseil de la République, n° 247 (année 1950).

**296.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant l'article 248 du code pénal, p. 344.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8564, 9495; Conseil de la République, n° 248 (année 1950).

**297.** — Rapport, par M. Radius, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 48-1254 du 6 août 1948, établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, p. 344.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6069, 6489, 9260; Conseil de la République, n° 172 (année 1949).

**298.** — Avis, par M. Armengaud, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950, p. 344.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8580, 9372, 9475, 9506; Conseil de la République, nos 253 et 280 (année 1950).

**299.** — Rapport supplémentaire de M. Michel Debré sur les propositions de résolution tendant à compléter l'article 75 du règlement, p. 344.  
 Voir: Conseil de la République, nos 80, 179, 180, 190, 230 (année 1950).

**300.** — Rapport de M. Héline sur la proposition de résolution tendant à remédier à la situation des professeurs agrégés de l'ancien cadre normal, p. 347.  
 Voir: Conseil de la République, n° 240 (année 1950).

**301.** — Avis, par M. Carcassonne, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux comptes spéciaux du Trésor, p. 347.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8580, 9372, 9475, 9506; Conseil de la République, nos 253, 280, 298 (année 1950).

**302.** — Proposition de loi de M. Restat tendant à modifier la législation relative à l'assurance contre la grêle, p. 348.

**303.** — Rapport de M. Cozzane sur la proposition de résolution tendant à l'intégration dans un cadre métropolitain de tout fonctionnaire relevant du ministère de la France d'outre-mer reconnu, en cours de carrière, inapte à servir outre-mer, p. 350.  
 Voir: Conseil de la République, n° 254 (année 1950).

**304.** — Rapport de M. Grassard sur le projet de loi relatif à la réglementation des substances explosives dans les territoires du Togo et du Cameroun, p. 354.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8180, 9452; Conseil de la République, n° 134 (année 1950).

**305.** — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bordj-Bou-Argeridj, p. 354.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8102, 9538; Conseil de la République, n° 216 (année 1950).

**306.** — Projet de loi relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanction des infractions à la police des chemins de fer, p. 352.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 2901, 9660.

**307.** — Projet de loi modifiant l'ordonnance relative à l'exercice des professions de médecin, chirurgien dentiste et de sage-femme, p. 352.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7546, 8354, 9296.

**308.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi sur l'élection des conseils d'administration de la mutualité agricole, p. 353.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9310, 9813.

**309.** — Rapport de M. Robert Aubé sur le projet de loi fixant les contingents annuels de Légion d'honneur et médaille militaire à attribuer aux personnels militaires de la France d'outre-mer, p. 353.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9191, 9641; Conseil de la République, n° 263 (année 1950).

**310.** — Rapport de M. Vourc'h sur la proposition de loi tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente d'un régime de sécurité sociale, p. 354.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9284, 9507, 9652; Conseil de la République, n° 286 (année 1950).

**311.** — Proposition de loi de M. Pellenc portant transformation de la Société nationale des chemins de fer français en un établissement public national, p. 354.

**312.** — Avis, par M. Marcellhacy, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux développements des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (réparations des dommages de guerre), p. 361.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8581, 8833, 9207, 9348, 9445, 9522; Conseil de la République, nos 244, 256, 271, 272 (année 1950).

**313.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour l'exercice 1950, p. 361.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8735, 9360 à 9369, 9682, 9784, 9846, 9858, 9884, 9903, 9918, 9920.

**314.** — Projet de loi instituant une aide financière au profit de certains locataires, en vue de couvrir certaines dépenses de démantèlement et de réinstallation, p. 372.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6863, 7048, 8836, 9056; Conseil de la République, n° 333 (année 1949).

**315.** — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux étudiants atteints d'une affection de longue maladie, p. 373.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6159, 6423, 7625, 8588, 9647; Conseil de la République, n° 241 (année 1950).

**316.** — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à modifier l'ordonnance relative à la fixation des prix des tabacs indigènes, p. 373.



317. — Proposition de loi de M. Saller relative au statut des chefs autochtones en Afrique, p. 374.

318. — Rapport de M. Louis Lafforgue sur la proposition de résolution tendant à modifier les programmes d'histoire et de géographie de l'enseignement, p. 375.

Voir: Conseil de la République, n° 831 (année 1949).

319. — Rapport de Mme Marie-Hélène Cardot sur le projet de loi portant modification de l'acte dit loi sur la protection de la naissance, p. 378.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8562, 9399; Conseil de la République, n° 237 (année 1950).

320. — Rapport supplémentaire par M. Cornu, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour ne point obtenir, à titre exceptionnel, sur le traitement des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer, le montant des jours de grève, p. 378.

Voir: Conseil de la République, nos 270, 283 (année 1950).

321. — Proposition de résolution de M. Chochoy tendant à rouvrir les délais d'admission dans la gendarmerie, p. 378.

322. — Rapport de M. Léger sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 379.

Voir: Conseil de la République, n° 251 (année 1950).

323. — Avis par M. Leccia sur la proposition de résolution de M. Leccia, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 16 avril 1949 relatif aux études médicales, p. 379.

Voir: Conseil de la République, n° 916 (année 1949) et 264 (année 1950).

324. — Rapport de M. Alfred Paget sur la proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques, p. 379.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8259, 8347, 8571, 8655; Conseil de la République, n° 173 (année 1950).

325. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à améliorer l'habitat rural, p. 379.

326. — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (prêts et garanties), p. 380.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8582, 8839, 9208, 9651, 9683, 9717; Conseil de la République, n° 262 (année 1950).

327. — Avis de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre sur la proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques, p. 431.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8259, 8571, 8655; Conseil de la République, nos 173 et 324 (année 1950).

328. — Projet de loi relatif à la fête des mères, p. 431.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9747, 9894.

329. — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur le projet de loi tendant à approuver la cession gratuite au département de Meurthe-et-Moselle du bâtiment de la cour d'appel de Nancy, p. 431.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9236, 9490; Conseil de la République, n° 207 (année 1950).

330. — Projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et la République de Saint-Marin sur la sécurité sociale, p. 432.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8885, 9787.

331. — Projet de loi tendant à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus entre la France et le Luxembourg, p. 432.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9551, 9789.

332. — Projet de loi tendant à ratifier la convention franco-suisse relative à la construction de l'aéroport de Bâle-Mulhouse à Blotzheim, p. 432.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9444, 9628.

333. — Projet de loi portant création de postes de magistrats dans certains tribunaux du ressort de la cour d'appel d'Alger, p. 432.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8553, 9598.

334. — Projet de loi modifiant l'article 11 de la loi accordant des indemnités aux agents d'assurances par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » à la sécurité sociale, p. 433.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7974, 9203, 9790.

335. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédit pour l'organisation d'une exposition internationale du sceau et du blason, p. 433.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8774, 9504, 9816.

336. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 381 et 386 du code pénal, p. 433.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6149, 6150, 6875, 9532

337. — Rapport de M. Zussy sur le projet de loi portant attribution d'un édifice culturel au directeur d'Alsace et de Lorraine de l'église évangélique de la confession d'Augsbourg, p. 431.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8815, 9304; Conseil de la République, n° 199 (année 1950).

338. — Rapport de M. Bernard Lafay, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la fête des mères, p. 434.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9747, 9894; Conseil de la République, n° 323 (année 1950).

339. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à établir le statut du réfractaire, p. 434.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6409, 6898, 6985.

340. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, établissant le statut des déportés du travail, p. 435.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4597, 5428, 5919.

341. — Proposition de résolution de Mme Devaud tendant à venir en aide à la commune d'Orly, sinistrée par la tornade, p. 436.

342. — Proposition de résolution de M. Lasalarié tendant à poursuivre sans délai les réformes relatives à la magistrature, p. 436.

343. — Rapport par M. Sclafar, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier divers articles de la loi du 20 juillet 1895, relatifs aux placements des fonds des caisses d'épargne, p. 436.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 2648, 3990, 5200, 9439; Conseil de la République, n° 285 (année 1950).

344. — Rapport par M. François Ruin, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 54 g. et 54 j. du livre II du code du travail, p. 436.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6850, 7751, 8919, 9298; Conseil de la République, n° 201 (année 1950).

345. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à l'abrogation de la loi relative aux membres des familles ayant régné en France, p. 436.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7405, 9321.

346. — Proposition de loi de M. Hélène tendant à étendre à tous les fonctionnaires de l'Etat le bénéfice des dispositions concernant la retraite des fonctionnaires de l'enseignement, p. 437.

347. — Avis de M. Armengaud sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (prêts et garanties), p. 437.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8582, 8833, 9208, 9651, 9683, 9717; Conseil de la République, nos 262 et 326 (année 1950).

348. — Rapport de M. Coupigny sur le projet de loi relatif à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes aux établissements d'Océanie, p. 461.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4574, 9621; Conseil de la République, n° 275 (année 1950).

349. — Avis par M. Jozeau-Marigné, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certains articles de la loi du 20 juillet 1895, relatifs aux placements des fonds des caisses d'épargne, p. 461.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 2648, 3990, 5200, 9439; Conseil de la République, nos 285 et 343 (année 1950).

350. — Proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à faire le maximum en faveur des victimes des inondations du Pas-de-Calais, p. 461.

351. — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à accorder un secours aux victimes des orages de grêle dans le département du Nord, p. 461.

352. — Projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers, p. 462.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8882, 9302, 9914.

353. — Projet de loi tendant à ratifier la convention relative au service militaire conclue entre la France et la Belgique, p. 462.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8636, 9845.

354. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi relative à la répression des faits de collaboration, p. 462.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8825, 8864.

355. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à homologuer certaines dispositions d'une décision de l'assemblée algérienne étendant aux fonctionnaires de la caisse des retraites de l'Algérie la loi portant réforme du régime des pensions, p. 462.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7248, 8001.

356. — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à exonérer du versement des cotisations d'allocations familiales les travailleurs indépendants âgés de plus de soixante-cinq ans, p. 463.

357. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (agriculture), p. 463.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9521, 9546, 9727, 9917, 9948.

358. — Rapport de M. François Ruin sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 107 du livre 1<sup>er</sup> du code du travail, p. 465.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7541, 9128; Conseil de la République, n° 181 (année 1950).

359. — Proposition de loi de M. Chazette concernant les justices de paix des stations thermales, p. 465.

360. — Proposition de loi de M. Chazette tendant à compléter les articles 18, 19 et 20 de la loi sur les loyers, p. 465.

361. — Avis, par M. Chochoy, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (prêts et garanties), p. 466.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8582, 8833, 9208, 9651, 9683, 9717; Conseil de la République, nos 262, 326 et 347 (année 1950).

362. — Proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à venir en aide aux populations du Haut-Doubs victimes de la grêle, p. 466.

**363.** — Proposition de résolution de M. Delalande relative aux sociétés de crédit différé, p. 466.

**364.** — Rapport, par M. Soldani, sur des propositions de résolution tendant à venir en aide à des sinistrés de la Seine, du Pas-de-Calais et du Nord, p. 467.  
Voir: Conseil de la République, nos 341, 350, 351 (année 1950).

**365.** — Proposition de loi de M. Georges Maurice relative aux communications du texte officiel des émissions de la radiodiffusion française mettant des tiers en cause, p. 467.

**366.** — Avis, par M. Georges Laffargue, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (prêts et garanties), p. 467.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8582, 8833, 9208, 9651, 9683, 9717; Conseil de la République, nos 262, 326, 367 et 364 (année 1950).

**367.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à imposer au même titre que les salariés les tisseurs à domicile, p. 467.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9619, 9996, 10044.

**368.** — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à accorder un secours aux victimes des orages de grêle dans le département de l'Aude, p. 468.

**369.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, p. 468.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5239, 9458, 9989.

**370.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant l'article 135 du code d'instruction criminelle, p. 468.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7462, 9583; Conseil de la République, n° 279 (année 1950).

**371.** — Proposition de résolution de M. Marcel Lemaire tendant à venir en aide aux viticulteurs de la Marne, sinistrés par les orages, p. 469.

**372.** — Rapport supplémentaire, par M. Pellenc, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (prêts et garanties), p. 469.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8582, 8833, 9208, 9651, 9683, 9717; Conseil de la République, nos 262, 326, 347, 361, 366 (année 1950).

**373.** — Rapport, par M. Pierre Boudet, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la cession amiable à la société d'exploitation industrielle et commerciale (S. E. I. C.) de l'immeuble domanial dénommé « Parc de la Bretonnière », situé à Saint-Germain-lès-Arpajon (Seine-et-Oise), p. 469.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 3123, 9228; Conseil de la République, n° 169 (année 1950).

**374.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer une subvention pour la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur pour les jeunes de moins de vingt et un ans, p. 469.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8333, 9476.

**375.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance relative aux indemnités de fonctions des membres du conseil général de la Seine, p. 469.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9200, 9533, 9625.

**376.** — Proposition de résolution de M. Voyant tendant à indemniser les victimes de l'orage de grêle survenu dans le département du Rhône, p. 470.

**377.** — Avis de M. Réveillaud sur la proposition de résolution tendant à revenir à la domiciliation communale pour les dépenses d'assistance, p. 470.

Voir: Conseil de la République, nos 661 (année 1949) et 282 (année 1950).

**378.** — Rapport, par M. Auberger, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, établissant le statut des déportés du travail, p. 470.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4597, 5428, 5919; Conseil de la République, n° 340 (année 1950).

**379.** — Rapport, par M. Michel Yver, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à établir le statut du réfractaire, p. 470.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6409, 6898, 6985; Conseil de la République, n° 339 (année 1950).

**380.** — Proposition de résolution de M. Méric tendant à accorder un secours aux victimes des orages de grêle survenus dans la Haute-Garonne, p. 471.

**381.** — Avis, par M. Soldani, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (prêts et garanties), p. 471.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8582, 8833, 9208, 9651, 9683, 9717; Conseil de la République, nos 262, 326, 347, 361, 366 et 372 (année 1950).

**382.** — Rapport de M. Jules Valle sur le projet de loi tendant à augmenter le principal fictif de la contribution mobilière des Alpes-Maritimes, p. 471.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6849, 9597; Conseil de la République, n° 277 (année 1950).

**383.** — Rapport de M. Canivez sur la proposition de résolution tendant à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité le rend nécessaire, p. 471.  
Voir: Conseil de la République, n° 931 (année 1949).

**384.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (justice), p. 472.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9521, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10045.

**385.** — Rapport de M. Robert Aubé sur la proposition de loi relative à l'abrogation du décret relatif à l'expropriation des propriétés nécessaires aux travaux militaires, p. 473.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 1222, 3758, 6329; Conseil de la République, n° 245 (année 1950).

**386.** — Projet de loi instituant une majoration familiale à la suite de l'attribution d'une prime exceptionnelle sur les salaires, p. 473.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9722, 9910, 9947.

**387.** — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de loi modifiant l'ordonnance relative aux indemnités de fonction des membres du conseil général de la Seine, p. 474.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9200, 9533, 9625; Conseil de la République, n° 375 (année 1950).

**388.** — Proposition de résolution de M. Mamadou Dia tendant à prendre des mesures afin qu'un retour à la liberté du marché des arachides ne soit pas préjudiciable au producteur africain, p. 474.

**389.** — Rapport supplémentaire, par M. Soldani, sur plusieurs propositions de résolution concernant l'aide à différents sinistrés, p. 475.

Voir: Conseil de la République, nos 260, 341, 350, 351, 362, 364, 368, 371, 376 et 390 (année 1950).

**390.** — Avis de M. Breton sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques, p. 475.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8259, 8347, 8571, 8655; Conseil de la République, nos 173, 324 et 327 (année 1950).

**391.** — Rapport de M. Marcel Molle sur le projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences, p. 475.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4184, 8309, 8469; Conseil de la République, n° 171 (année 1950).

**392.** — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (exposé d'ensemble), p. 479.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8735, 9682, 9858, 9903, 9360 à 9369, 9903, 9918, 9919, 9920, 9781, 9846, 9884; Conseil de la République n° 313 (année 1950).

**393.** — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (section guerre), p. 488.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8735, 9682, 9858, 9903, 9360 à 9369, 9918, 9919, 9920, 9781, 9846, 9884; Conseil de la République, nos 313 et 392 (année 1950).

**394.** — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (section marine), p. 491.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8735, 9682, 9858, 9903, 9360 à 9369, 9918, 9919, 9920, 9781, 9846, 9884; Conseil de la République, nos 313, 392, et 393 (année 1950).

**395.** — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (constructions et armes navales), p. 494.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8735, 9682, 9858, 9903, 9360 à 9369, 9918, 9920, 9781, 9846, 9884; Conseil de la République, nos 313, 392, 393 et 394 (année 1950).

**396.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à adapter la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres, p. 495.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7404, 9438, 9928.

**397.** — Rapport de M. Tharradin, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre et aux orphelins de guerre, p. 496.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5239, 9458, 9989; Conseil de la République, n° 369 (année 1950).

**398.** — Rapport de M. Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (fabrications d'armement), p. 496.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8735, 9682, 9858, 9903, 9360 à 9369, 9918, 9919, 9920, 9781, 9846, 9884; Conseil de la République, nos 313, 392, 393, 394 et 395 (année 1950).

**399.** — Rapport de M. Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (essences et poudres), p. 497.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8735, 9682, 9858, 9903, 9360 à 9369, 9918, 9919, 9920, 9781, 9846, 9884; Conseil de la République, nos 313, 392, 393, 394, 395 et 398 (année 1950).

400. — Rapport de M. Maurice Walker, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à imposer au même titre que les salariés les tisseurs à domicile entrant dans le cadre de l'article 33 du code du travail, p. 500.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9612, 9996, 10044; Conseil de la République, n° 367 (année 1950).

401. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à faire procéder à une étude complète de la situation démographique, p. 500.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9151, 9638, 10037.

402. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à déclarer applicables dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle les textes relatifs à la représentation devant les justices de paix, p. 500.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 517, 9614.

403. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier, dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections, p. 501.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8078, 9398, 9919.

404. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (services des travaux publics), p. 501.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9521, 9546, 9727, 9948, 10045.

405. — Rapport de M. Léger sur la proposition de loi instituant, dans les services de la trésorerie générale, des cadres permanents de fonctionnaires, p. 503.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8376, 9204; Conseil de la République, n° 246 (année 1950).

406. — Proposition de résolution de M. Brettes, tendant à la création de la caisse nationale des calamités agricoles, p. 503.

407. — Proposition de résolution de M. Jean Geoffroy tendant à rendre obligatoire l'organisation de la défense contre la grêle dans certaines communes, p. 503.

408. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (travail et sécurité sociale), p. 504.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9521, 9546, 9727, 9947, 9948, 10045.

409. — Rapport de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 331 et 386 du code pénal, p. 505.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6149, 6150, 6875, 9582. Conseil de la République, n° 336 (année 1950).

410. — Avis par M. Jézéquel sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre et aux orphelins de guerre, p. 506.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5239, 9458, 9969; Conseil de la République, nos 369 et 397 (année 1950).

411. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre aux femmes fonctionnaires le travail à mi-temps, p. 506.

412. — Rapport de M. André Diethelm sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (France d'outre-mer), p. 507.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8735, 9682, 9735, 9858, 9903, 9360 à 9369, 9918, 9919, 9920, 9781, 9836, 9884, 9942; Conseil de la République nos 313, 392, 393, 394, 395, 398 et 399 (année 1950).

413. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Marine marchande), p. 511.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9521, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10045; Conseil de la République, n° 384 (année 1950).

414. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi modifiant l'article 11 de la loi accordant des indemnités aux courtiers d'assurances, p. 512.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7974, 9203, 9790; Conseil de la République, n° 334 (année 1950).

415. — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Justice), p. 512.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9521, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10045; Conseil de la République, n° 384 (année 1950).

416. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Santé publique), p. 513.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9917, 10045.

417. — Rapport de M. Landry sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Santé publique), p. 514.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9521, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035; Conseil de la République, n° 446 (année 1950).

418. — Rapport de M. de Félice sur le projet de loi instituant une aide financière au profit de certains locataires pour couvrir certaines dépenses de démenagement, p. 516.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6863, 7018, 8836, 9066; Conseil de la République, nos 333 (année 1949) et 314 (année 1950).

419. — Rapport de M. Marc Rucart sur le projet de loi rendant applicable au Togo et dans certains territoires d'outre-mer l'ordonnance réprimant les évasions des délinquants transférés dans les établissements sanitaires, p. 517.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4781, 9622; Conseil de la République, n° 276 (année 1950).

420. — Proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à proposer la remise à l'O. N. U. du stock mondial des bombes atomiques, p. 518.

421. — Projet de loi tendant à la ratification de l'accord de paiements et de compensations entre les pays européens pour 1949-1950, p. 519.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9723, 10101.

422. — Proposition de loi de M. Mostefaï El-Hadi portant création des communes rurales en Algérie, p. 520.

423. — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (Section air. — Budget des constructions aéronautiques), p. 522.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8735, 9682, 9735, 9858, 9903, 9360 à 9369, 9918, 9919, 9920, 9781, 9836, 9884, 9912; Conseil de la République, nos 313, 392, 393, 394, 395, 398, 399 et 412 (année 1950).

424. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires (examen des articles), p. 539.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8735, 9682, 9735, 9858, 9903, 9360 à 9369, 9918, 9919, 9920, 9942, 9781, 9846, 9884; Conseil de la République, nos 313, 392, 393, 394, 395, 398, 399, 412 et 413 (année 1950).

425. — Proposition de résolution de M. Cornu concernant le paiement des émoluments aux secrétaires des conseils de prud'hommes, p. 557.

426. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Reconstruction et urbanisme), p. 558.

427. — Rapport de M. Hélène, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, établissant le statut des déportés du travail, p. 559.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4597, 5428, 5919; Conseil de la République, nos 340 et 378 (année 1950).

428. — Deuxième rapport supplémentaire de M. Soldani sur les propositions de résolution relatives à certaines calamités publiques, p. 559.

Voir: Conseil de la République, nos 260, 341, 350, 351, 362, 364, 368, 371, 376, 380 et 389 (année 1950).

429. — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi portant création de postes de magistrats dans certains tribunaux du ressort de la cour d'appel d'Alger, p. 559.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8553, 9598; Conseil de la République, n° 333 (année 1950).

430. — Rapport de M. Kalb sur la proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi relative aux membres des familles ayant régné en France, p. 560.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7403, 9321; Conseil de la République, n° 345 (année 1950).

431. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à interdire toute réduction de crédit sur le budget de l'éducation nationale, p. 561.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9767 (rectifié), 9815.

432. — Rapport de M. Saint-Cyr sur la proposition de loi tendant à compléter la loi sur l'élection des conseils d'administration de la mutualité agricole, p. 561.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9310, 9813; Conseil de la République, n° 308 (année 1950).

433. — Rapport de M. Bousch sur le projet de loi portant dissolution du commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux, p. 561.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6692, 7076, 7839, 8705; Conseil de la République, n° 238 (année 1950).

434. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi tendant à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus entre la France et le grand-duché de Luxembourg, p. 562.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9551, 9789; Conseil de la République, n° 331 (année 1950).

435. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et la République de Saint-Marin relative à la sécurité sociale, p. 562.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8885, 9987; Conseil de la République, n° 330 (année 1950).

436. — Proposition de résolution de M. Bouquerel tendant à abroger le décret concernant la fixation du prix du blé, p. 563.

437. — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution tendant à favoriser la diffusion de la pensée française, p. 563.

Voir: Conseil de la République, n° 163 (année 1950).

438. — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Agriculture), p. 564.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9520, 9546, 9727, 9917, 9948; Conseil de la République, n° 357 (année 1950).

439. — Rapport de M. Pujol sur la proposition de résolution tendant à supprimer l'examen du baccalauréat, p. 566.  
Voir: Conseil de la République, n° 807 (année 1949).

440. — Rapport d'information de Mme Crémieux et de M. Romani sur la mission en Afrique occidentale française effectuée par une délégation de la commission de la France d'outre-mer, p. 569.

441. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (II. — Affaires économiques), p. 587.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10045.

442. — Rapport de M. Kalb sur la proposition de loi tendant à déclarer applicables dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle certains textes relatifs à la représentation devant les justices de paix, p. 588.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 517, 9614; Conseil de la République, n° 402 (année 1950).

443. — Rapport de M. Jacques Debù-Bridel sur la proposition de loi portant ouverture de crédit pour l'exposition internationale au sceau et du blason, p. 588.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8774, 9504, 9816; Conseil de la République, n° 335 (année 1950).

444. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (I. — Finances), p. 589.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10045, 10181.

445. — Rapport supplémentaire par Mme Hélène Cardot sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification de l'article 1<sup>er</sup> de l'acte dit loi du 2 septembre 1941 sur la protection de la naissance, p. 592.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8562, 9399; Conseil de la République, n°s 237, 319 (année 1950).

446. — Avis par M. Saint-Cyr, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification de la loi sur la protection de la naissance, p. 592.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8562, 9399; Conseil de la République, n°s 237, 319 et 445 (année 1950).

447. — Rapport de Mme Devaud, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant une majoration familiale, p. 592.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9722, 9910, 9947; Conseil de la République, n° 386 (année 1950).

448. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 6 de l'ordonnance relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, p. 592.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9768, 9814.

449. — Avis de M. Charles Morel sur le projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences, p. 592.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 4184, 8309, 8469; Conseil de la République, n°s 171 et 391 (année 1950).

450. — Rapport de M. Jean-Marie Grenier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Reconstruction et urbanisme), p. 593.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9948, 10043; Conseil de la République, n° 426 (année 1950).

451. — Proposition de résolution de M. Nouhoum Sigué tendant à promouvoir l'enseignement de la langue Mossi en Haute-Volta, p. 594.

452. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1936, p. 595.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9210, 9570, 9952.

453. — Rapport de M. Aubert sur le projet de loi tendant à ratifier la convention franco-suisse relative à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, à Blotzheim, p. 595.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9444, 9628; Conseil de la République, n° 332 (année 1950).

454. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à réprimer certaines atteintes à la liberté du commerce, p. 595.

455. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (services des affaires étrangères), p. 597.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10045, 10283.

456. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (aviation civile et commerciale), p. 598.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10045, 10181.

457. — Rapport de M. de Félice sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre preneurs et bailleurs de baux à terme, p. 599.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9768, 9814; Conseil de la République, n° 448 (année 1950).

458. — Projet de loi rendant applicable dans les territoires d'outre-mer la loi concernant la répression des infractions à la convention internationale relative à la protection des câbles sous-marins, p. 599.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9316, 10134.

459. — Projet de loi modifiant à titre provisoire la loi portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, p. 599.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9443, 10096.

460. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à refuser l'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne autorisant la révision des baux à ferme en Algérie, p. 600.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 5580, 9694.

461. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier en ce qui concerne les stations uvaies les dispositions de l'acte dit loi relative au régime des stations classées, p. 600.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8029, 9825.

462. — Avis par Mme Devaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant une aide financière au profit de certains locataires, p. 600.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 6863, 7018, 8336, 9066; Conseil de la République, n°s 333 (année 1949), 314 et 418 (année 1950).

463. — Avis par M. Marcel Molle sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification de la loi sur la protection de la naissance, p. 600.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8562, 9399; Conseil de la République, n°s 237, 319, 445 et 446 (année 1950).

464. — Avis de M. Bousch sur la proposition de résolution tendant à instituer l'assurance obligatoire par une majoration du prix de l'essence, p. 600.

Voir: Conseil de la République, n°s 25 et 290 (année 1950).

465. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (marine marchande), p. 601.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8337, 8426, 9215, 9521, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10045, 10181; Conseil de la République, n° 413 (année 1950).

466. — Proposition de loi de M. Jean Bène tendant à compléter la loi sur les associations syndicales, p. 602.

467. — Rapport supplémentaire de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 381 et 386 du code pénal, p. 602.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 6149, 6150, 6875, 9582; Conseil de la République, n°s 336 et 409 (année 1950).

468. — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à instituer un code de la navigation fluviale dans les territoires d'outre-mer, p. 603.

469. — Rapport de M. Pauly sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (finances), p. 603.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10045, 10181; Conseil de la République, n° 444 (année 1950).

470. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 611.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 10346, 10401.

471. — Proposition de résolution de M. Louis André tendant à amnistier les infractions à la législation des prix des produits laitiers, p. 611.

472. — Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, p. 612.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 4639, 7670, 9615.

473. — Projet de loi relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands, p. 612.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 7613, 9804.

474. — Projet de loi tendant à la ratification de la convention concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, p. 613.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 6818, 10047.

475. — Projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et la Suisse sur l'assurance vieillesse, p. 613.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9646, 10048.

476. — Projet de loi tendant à ratifier la convention internationale du travail concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment, p. 613.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9292, 10232.

477. — Proposition de résolution de M. Chatenay tendant à accorder un secours aux victimes des orages de grêle de Maine-et-Loire, p. 614.

478. — Rapport de M. Tarradin sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 614.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 10346, 10401; Conseil de la République, n° 470 (année 1950).

479. — Avis de M. Emillen Lieutaud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 614.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 10246, 10401; Conseil de la République, n°s 470 et 478 (année 1950).

480. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, prorogeant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles pour remédier à la crise du logement, p. 614.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 997, 1186, 1703, 2684, 2876, 3694, 3724, 4516, 4988, 8030, 8395, 8539, 8573, 10261, 10294.
481. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 relative aux loyers, p. 614.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 10060, 10311.
482. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à majorer le pourcentage des crédits pour les dépenses de fonctionnement de l'exercice 1950, p. 615.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 10161, 10476.
483. — Rapport de M. Maurice Walker sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (aviation civile et commerciale), p. 615.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10181; Conseil de la République, n° 456 (année 1950).
484. — Proposition de résolution de M. Restat tendant à indemniser les dégâts occasionnés par la sécheresse à la récolte de tabac 1949, p. 620.
485. — Proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à accorder un secours aux victimes des orages de grêle du Pas-de-Calais, p. 621.
486. — Rapport de M. Jean Berthoin, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, tendant à majorer le pourcentage des crédits pour les dépenses de fonctionnement de l'exercice 1950, p. 621.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 10461, 10476; Conseil de la République, n° 482 (année 1950).
487. — Rapport de M. Vauthier sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger la loi 48-1977 du 31 décembre 1948, relative aux loyers, p. 621.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 10030, 10311; Conseil de la République, n° 481 (année 1950).
488. — Rapport par M. Marcihacy sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, prorogeant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945, instituant des mesures en vue de remédier à la crise du logement, p. 621.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 997, 1186, 1703, 2684, 2876, 3694, 3724, 4516, 4988, 8030, 8395, 8539, 8573, 10261, 10294; Conseil de la République, n° 480 (année 1950).
489. — Rapport de M. Minvielle sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (travail et sécurité sociale), p. 621.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8337, 8426, 9215, 9521, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035; Conseil de la République, n° 408 (année 1950).
490. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (services des affaires étrangères), p. 622.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10283; Conseil de la République, n° 455 (année 1950).
491. — Avis de M. Fouques-Duparc sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (aviation civile et commerciale), p. 624.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10415, 10481; Conseil de la République, n°s 456 et 483 (année 1950).
492. — Proposition de résolution de Mme Delabie tendant à venir en aide aux victimes des orages de grêle de la Somme, p. 625.
493. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanction des infractions à la police des chemins de fer, p. 625.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 2901, 9660; Conseil de la République, n° 306 (année 1950).
494. — Proposition de loi de M. René Depreux tendant à modifier la loi sur les dommages de guerre dans le cas de locaux à faible valeur à destination mixte, p. 626.
495. — Proposition de loi de M. Gaston Monnerville tendant à la création de « vergers de raisins de table », p. 626.
496. — Rapport de M. Albert Lamarque sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (services des travaux publics, des transports et du tourisme), p. 627.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.) n°s 8337, 8426, 9215, 9521, 9546, 9727, 9917, 9948, 10045; Conseil de la République, n° 401 (année 1950).
497. — Rapport de M. Pinton sur la proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics de voyageurs, p. 630.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9282, 9407; Conseil de la République, n° 209 (année 1950).
498. — Rapport de M. Georges Pernot sur le projet de loi tendant à ratifier la convention pour la répression du crime de génocide, p. 631.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8563, 9581; Conseil de la République, n° 278 (année 1950).
499. — Rapport de M. Rabouin sur la proposition de résolution tendant à restreindre le nombre des documents d'état civil requis devant les administrations, p. 632.  
 Voir: Conseil de la République, n° 95 (année 1950).
500. — Rapport de M. Pierre Viltter sur la proposition de loi tendant à faire procéder à une étude complète de la situation démographique, p. 632.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9151, 9638, 10037; Conseil de la République, n° 401 (année 1950).
501. — Proposition de loi de M. Emilien Lieutaud tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1952, p. 633.
502. — Rapport de M. Vanrullen, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1936, p. 634.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9210, 9570, 9952; Conseil de la République, n° 452 (année 1950).
503. — Avis de M. Lamarque sur le projet de loi tendant à ratifier la convention pour la répression du crime de génocide, p. 634.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 8565, 9581; Conseil de la République, n°s 278 et 498 (année 1950).
504. — Proposition de résolution de M. Mostefaï el Hadi tendant à instaurer dans les assemblées municipales en Algérie une représentation répondant aux principes proclamés par la Constitution, p. 635.
505. — Avis par M. Marcihacy sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences, p. 636.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 4184, 8309, 8169; Conseil de la République, n°s 171, 391, 449 (année 1950).
506. — Rapport supplémentaire de M. Vanrullen sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1936, p. 636.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9210, 9570, 9952; Conseil de la République, n°s 452 et 502 (année 1950).
507. — Proposition de résolution de M. Bouquerel tendant à venir en aide aux victimes des orages qui ont dévasté certaines régions de l'Orne, p. 636.
508. — Rapport de M. Plait sur le projet de loi modifiant l'ordonnance relative à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme, p. 636.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 7516, 8354, 9296; Conseil de la République, n° 307 (année 1950).
509. — Proposition de résolution de M. Rabouin tendant à assimiler les dégâts causés à des bâtiments par la grêle à ceux dus à des faits de guerre, p. 637.
510. — Proposition de résolution de M. Lionel-Pélerin tendant à venir en aide aux cultivateurs de Meurthe-et-Moselle victimes des orages, p. 637.
511. — Rapport de M. Henri Cordier, sur le projet de loi relatif aux élections consulaires, p. 638.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 2354, 9553; Conseil de la République, n° 274 (année 1950).
512. — Avis de M. Abel-Durand sur la proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics de voyageurs, p. 638.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9282, 9407; Conseil de la République, n°s 209 et 497 (année 1950).
513. — Proposition de résolution de M. Paumelle tendant à faire bénéficier les producteurs de blé d'une prime de conservation, p. 639.
514. — Rapport de M. Muscatelli sur la proposition de loi tendant à homologuer certaines dispositions d'une décision de l'assemblée algérienne étendant aux fonctionnaires de la caisse des retraites de l'Algérie la loi portant réforme du régime des pensions, p. 640.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 7248, 8001; Conseil de la République, n° 355 (année 1950).
515. — Rapport fait à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République par la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1949 et sur la situation de cet établissement au 31 décembre 1949, en exécution de l'article 114 de la loi du 28 avril 1816, de l'article 234 du décret du 31 mai 1862 et de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1888, p. 640.
516. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale tendant à prévoir les moyens de transport suffisants pour permettre aux musulmans de se rendre à La Mecque, p. 663.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 10208, 10291, 10405.
517. — Proposition de résolution de M. Couinaud tendant à accorder un secours aux populations victimes des orages de grêle de l'Orne, p. 663.
518. — Avis par M. Albert Lamarque, sur la proposition de loi, tendant à étendre le bénéfice de la retraite aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, p. 664.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n°s 9282, 9407; Conseil de la République, n°s 209, 497 et 512 (année 1950).

- 519.** — Proposition de résolution de M. Coupigny tendant à créer un centre national de rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés, p. 664.
- 520.** — Projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement (travaux neufs), p. 665.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8600, 9209, 9657, 10137, 10626.
- 521.** — Rapport supplémentaire de M. Pinton sur la proposition de loi étendant le bénéfice de la retraite aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, p. 667.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9282, 9407; Conseil de la République, nos 209, 497, 512, 518 (année 1950).
- 522.** — Rapport de M. Bertaud sur la proposition de loi concernant le pèlerinage à la Mecque des musulmans, p. 667.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10208, 10291, 10405; Conseil de la République, no 515 (année 1950).
- 523.** — Proposition de résolution de M. Radius tendant à étendre aux personnels civils et militaires de l'Etat les avantages des prestations familiales spéciales accordées par les caisses départementales des allocations familiales, p. 667.
- 524.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi créant des promotions dans la Légion d'honneur au profit de certains combattants décorés pour faits de guerre, p. 668.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9797, 10403.
- 525.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (budgets annexes), p. 668.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9948.
- 526.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (radiodiffusion française), p. 672.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9546, 9948, 10035.
- 527.** — Rapport de M. Rogier sur la proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne autorisant la révision des baux à ferme, p. 673.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5580, 9694; Conseil de la République, no 460 (année 1950).
- 528.** — Rapport de M. Bernard Lafay sur la proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les stations uvales, l'acte dit « loi relative au régime des stations classées », p. 673.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8029, 9825; Conseil de la République, no 461 (année 1950).
- 529.** — Rapport de M. Sclafar sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (caisse nationale d'épargne), p. 674.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9948; Conseil de la République, no 525 (année 1950).
- 530.** — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Imprimerie nationale), p. 675.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9948; Conseil de la République, nos 525, 529 (année 1950).
- 531.** — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Légion d'honneur), p. 676.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9948; Conseil de la République, nos 525, 529 et 530 (année 1950).
- 532.** — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (monnaies et médailles), p. 677.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9948; Conseil de la République, nos 525, 529, 530 et 531 (année 1950).
- 533.** — Rapport de M. Sclafar sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (postes, télégraphes et téléphones), p. 677.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9948; Conseil de la République, nos 525, 529, 530, 531 et 532 (année 1950).
- 534.** — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à ratifier l'accord de paiement et de compensation entre les pays européens, p. 683.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9723, 10101; Conseil de la République, no 421 (année 1950).
- 535.** — Rapport de M. Verdeille sur le projet de loi portant règlement des pensions de sapeurs-pompiers, p. 685.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8882, 9302, 9914; Conseil de la République, no 352 (année 1950).
- 536.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (éducation nationale), p. 686.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9948, 10035, 10045, 10181.
- 537.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Présidence du conseil), p. 690.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9948, 10035, 10283.
- 538.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Industrie et commerce), p. 694.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9948, 10035, 10045, 10283.
- 539.** — Rapport de M. Marrane sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Industrie et commerce), p. 695.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9948, 10035, 10045, 10283; Conseil de la République, no 538 (année 1950).
- 540.** — Projet de loi relatif à l'organisation de la compagnie des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris, p. 698.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8481, 9769.
- 541.** — Projet de loi tendant à modifier l'acte dit loi réglementant la profession d'opticien lunetier détaillant, p. 699.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5591, 5790, 6651, 9653 et 10204.
- 542.** — Projet de loi portant attribution d'un supplément de pension à la veuve du général Giraud, p. 699.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8010, 9888, 10205.
- 543.** — Projet de loi portant reconduction et modification de la législation sur les emplois réservés, p. 699.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9748, 10462.
- 544.** — Projet de loi tendant à modifier le décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, p. 700.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9293, 8067, 8369, 9092, 9841, 10014, 10039, 10284.
- 545.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'ordonnance relative à l'exercice des professions de médecin, de chirurgien dentiste et de sage-femme, p. 701.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10481, 10482.
- 546.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger l'article 25 de la loi relative à l'organisation du marché financier, p. 701.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10155, 10383.
- 547.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Chasse-neuil à la mémoire des héros de la résistance, p. 701.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9983, 10384.
- 548.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, complétant la loi portant modification du régime de l'assurance vieillesse, p. 704.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9457, 10145.
- 549.** — Avis de M. Léo Hamon sur la proposition de résolution tendant à restreindre le nombre des documents d'état civil requis devant les administrations, p. 702.  
Voir: Conseil de la République, nos 95 et 499 (année 1950).
- 550.** — Proposition de loi de M. Mostefaï El-Hadi tendant à faire bénéficier tous les membres de la justice musulmane en Algérie de la loi portant organisation du régime des pensions civiles, p. 703.
- 551.** — Proposition de résolution de M. Pellenc tendant à faire respecter les droits du Parlement en matière de contrôle du fonctionnement des services publics, p. 704.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9948, 10035, 10045, 10283; Conseil de la République, no 537 (année 1950).
- 552.** — Rapport de M. André Diethelm sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (présidence du conseil) (tome 1<sup>er</sup>), p. 712.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9948, 10035, 10045, 10181; Conseil de la République, no 536 (année 1950).
- 553.** — Rapport de M. Jacques-Debû-Bridel sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (éducation nationale, tome 1<sup>er</sup>), p. 715.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9948, 10035, 10181; Conseil de la République, no 536 (année 1950).
- 554.** — Proposition de loi de M. Pontbriand tendant à modifier l'article 71 de la loi sur les loyers, p. 747.
- 555.** — Proposition de résolution de M. Bronne tendant à apporter une aide rapide aux sinistrés de la Sarthe victimes des orages, p. 748.
- 556.** — Proposition de loi de M. Careassonne tendant à reviser certaines rentes viagères accordées par décision de justice, p. 748.
- 557.** — Proposition de résolution de M. Durieux tendant à assurer un travail égal dans tous les moulins, p. 749.
- 558.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (affaires étrangères), commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes, p. 750.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8337, 8426, 9215, 9546, 9948.

559. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes), p. 751.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9546; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 538 (année 1950).

560. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. — Haut commissariat de la République française en Sarre, p. 753.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 10035.

561. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (haut commissariat de la République française en Sarre), p. 754.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 560 (année 1950).

562. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services des Assemblées parlementaires, p. 754.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9960, 10640.

563. — Proposition de résolution de M. de La Gontrie tendant à venir en aide aux agriculteurs de Bonneval, victimes d'un incendie, p. 755.

564. — Rapport de M. Avinin sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (présidence du conseil, tome II), p. 755.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9546, 9948, 10035, 10045, 10283; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 537 et 552 (année 1950).

565. — Projet de loi modifiant l'article 12 de la loi sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 756.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>o</sup> 10450, 10676.

566. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (anciens combattants et victimes de la guerre), p. 757.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 10035.

567. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à modifier la loi relative à l'exercice de la pharmacie, p. 758.

568. — Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants, p. 760.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10652, 10656.

569. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant extension à l'Algérie de la loi majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, p. 761.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8694, 10333, 10650.

570. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au prix du blé, p. 762.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9866, 9954, 10026, 10242.

571. — Proposition de résolution de M. Rupied tendant à venir en aide aux victimes des orages de grêle d'Ille-et-Vilaine, p. 762.

572. — Avis par M. Bousch sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. — Industrie et commerce, p. 763.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9948, 10035, 10045, 10283; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 538 et 539 (année 1950).

573. — Rapport de M. Boulangé sur le projet de loi tendant à ratifier la convention relative au service militaire conclue entre la France et la Belgique, p. 763.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8636, 9845; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 353 (année 1950).

574. — Rapport de M. Dassaud sur le projet de loi portant reconduction et modification de la législation sur les emplois réservés, p. 763.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9748, 10462; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 549 (année 1950).

575. — Avis par M. Bousch sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. — Présidence du conseil, p. 764.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9546, 9948, 10035, 10045, 10283; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 537, 552 et 564 (année 1950).

576. — Rapport de M. Gatuing sur le projet de loi portant attribution d'un supplément de pension à la veuve du général Giraud, p. 764.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8010, 9888, 10205; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 542 (année 1950).

577. — Rapport de M. Saint-Cyr sur la proposition de loi tendant à adapter la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres, p. 764.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 7404, 9433, 9920; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 398 (année 1950).

578. — Projet de loi tendant à fixer les modalités de la réalisation complète d'un reclassement de la fonction publique, p. 765.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10733, 10775.

579. — Rapport de M. Jean Doussot sur la proposition de loi relative au prix du blé, p. 765.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9866, 9954, 10026, 10242; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 570 (année 1950).

580. — Projet de loi fixant le régime électoral d'une assemblée représentative territoriale de la Côte française des Somalis, p. 765.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 728, 1426, 7099, 9190 et 10694.

581. — Rapport de M. Auberger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (éducation nationale, tome II), p. 769.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9948, 10035, 10181; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 536, 553 (année 1950).

582. — Rapport de M. Roger Duchet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (affaires économiques), p. 771.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 9917, 9946, 10035, 10045; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 441 (année 1950).

583. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement (travaux neufs), p. 777.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8600, 9209, 9657, 10137, 10626; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 520 (année 1950).

584. — Rapport de M. Vanrullen sur le projet de loi tendant à modifier le décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, p. 788.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8067, 8369, 9092, 9293, 9841, 10014, 10039, 10284; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 544 (année 1950).

585. — Projet de loi tendant à ratifier la convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement, p. 789.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 4145, 10229.

586. — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de loi portant extension à l'Algérie de la loi majorant les indemnités d'accidents du travail, p. 789.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8691, 8960, 10182, 10333, 10650; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 569 (année 1950).

587. — Rapport de M. Bernard Lafay sur la proposition de loi tendant à modifier la loi créant des promotions dans la Légion d'honneur au profit de certains combattants décorés pour faits de guerre, p. 791.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9797, 10403; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 524 (année 1950).

588. — Rapport de M. Bernard Lafay sur le projet de loi tendant à modifier l'acte dit loi réglementant la profession d'opticien-lunetier, p. 791.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 5591, 5790, 6651, 9655, 10204; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 541 (année 1950).

589. — Rapport de M. Bernard Lafay sur la proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance relative à l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, p. 792.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10481, 10482; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 545 (année 1950).

590. — Projet de loi portant fixation d'un programme aérien, p. 792.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9819, 10281, 10753, 10774.

591. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 27 du décret relatif à la famille et à la natalité françaises, p. 793.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 5060, 6243, 10046.

592. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention n<sup>o</sup> 81 concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, p. 794.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 6818, 10047; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 474 (année 1950).

593. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention entre la France et la Suisse sur l'assurance vieillesse et survivants, p. 794.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9646, 10048; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 475 (année 1950).

594. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention internationale du travail n<sup>o</sup> 62 concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment, p. 794.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9292, 10232; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 476 (année 1950).

595. — Projet de loi relatif à la ratification de l'accord portant remise de documents d'archives entre la France et l'Italie, p. 795.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 4966, 10206.

596. — Projet de loi modifiant les articles 39, 40 et 182 du décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 795.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9026, 10427.

597. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux exemptions de cotisations d'allocations familiales, p. 795.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9197, 9926.

- 598.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant le régime des allocations familiales agricoles, p. 796.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8223, 9464, 9531, 9893.
- 599.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant modification de la loi ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et grands infirmes, p. 796.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10597, 10710, 10773.
- 600.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer le commerce des substances édulcorantes artificielles, p. 796.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10135, 10701.
- 601.** — Rapport de M. Minvielle sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (radiodiffusion française), p. 797.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9546, 9948, 10035; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 526 (année 1950).
- 602.** — Rapport de M. Jean Berthoin, sur le projet de loi tendant à fixer les modalités de la réalisation complète du reclassement de la fonction publique, p. 797.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10733, 10775; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 575 (année 1950).
- 603.** — Projet de loi relatif au nantissement de l'outillage, p. 797.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 4587, 9397, 10116.
- 604.** — Projet de loi portant réforme du régime des retraites du personnel de l'imprimerie nationale, p. 799.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9755, 10043, 10679.
- 605.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés, p. 800.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8423, 9274, 9441, 10049, 10348; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 96 (année 1950).
- 606.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'organisation du marché du sel de l'Ouest, p. 801.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9857, 10386.
- 607.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant les débits de boissons détruits par les événements de guerre, p. 801.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9324, 9822, 9327, 10207.
- 608.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, ayant pour objet d'abroger les dispositions qui suppriment le droit qui appartient au juge d'accorder le sursis aux peines d'emprisonnement, p. 802.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 3407, 7289.
- 609.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement de services civils pour l'exercice 1950 (prestations familiales agricoles), p. 802.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 10035, 10045, 10443.
- 610.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950, p. 803.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9767 (rectifié), 9815; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 431 (année 1950).
- 611.** — Avis de la commission de l'éducation nationale, présenté par M. Bordeneuve, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950, p. 803.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9787 (rectifié), 9815; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 431 et 610 (année 1950).
- 612.** — Rapport de M. Abel Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement, p. 803.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 4145, 10229; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 585 (année 1950).
- 613.** — Rapport de M. Bolifraud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi n<sup>o</sup> 49-1014 du 28 juillet 1949 relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services des assemblées parlementaires, p. 804.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9960, 10640; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 562 (année 1950).
- 614.** — Rapport de M. Litaize sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du régime des retraites du personnel de l'imprimerie nationale, p. 804.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9755, 10043, 10679; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 604 (année 1950).
- 615.** — Rapport de M. Avinun sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Chasseneuil à la mémoire des héros de la Résistance, p. 804.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9983, 10384; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 547 (année 1950).
- 616.** — Projet de loi tendant à autoriser la délégation à la cour d'appel de Colmar des magistrats français composant la chambre franco-sarroise de la cour d'appel de Sarrebrück, p. 804.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9594, 10604.
- 617.** — Avis de la commission de la production industrielle présenté par M. Armengaud, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (travaux neufs, subventions et participations en capital), p. 804.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8600, 9209, 9657, 10137, 10626; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 520 et 583 (année 1950).
- 618.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (intérieur), p. 804.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 10035.
- 619.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (France d'outre-mer), p. 807.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10811, 10812.
- 620.** — Projet de loi collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949, adopté par l'Assemblée nationale, p. 808.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9733, 10240, 10632.
- 621.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de l'exercice 1949, p. 823.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9027, 10360, 10803.
- 622.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au report de crédits de l'exercice 1948 aux exercices 1949 et 1950, p. 825.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9823, 10359, 10633.
- 623.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification de décrets, p. 842.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9454, 10334.
- 624.** — Projet de loi portant modification du décret fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi sur les dommages de guerre, p. 844.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8459, 9578, 10239, 10440, 10680.
- 625.** — Projet de loi modifiant le décret fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 844.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9753, 10577.
- 626.** — Rapport à M. Chapalain sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (anciens combattants et victimes de la guerre), p. 846.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 10035; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 566 (année 1950).
- 627.** — Rapport de M. Chapalain sur le projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 846.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10652, 10656; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 563 (année 1950).
- 628.** — Proposition de résolution de M. Cornu tendant à assurer aux familles nombreuses, sur les transports routiers, les mêmes avantages que sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français, p. 846.
- 629.** — Rapport de M. Lassagne sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord portant remise d'archives entre la France et l'Italie, p. 847.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9026, 10427; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 595 (année 1950).
- 630.** — Rapport de M. le général Cornignion-Molinier sur le projet de loi portant fixation d'un programme aérien, p. 847.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9819, 10281, 10753, 10774; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 590 (année 1950).
- 631.** — Avis de la commission des finances par M. Lieutaud sur la proposition de loi portant extension à l'Algérie de la loi n<sup>o</sup> 49-1111 du 2 août 1949 relatif aux accidents du travail, p. 850.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8691, 8960, 10182, 10333, 10650; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 569 et 586 (année 1949).
- 632.** — Rapport de M. Kalb sur le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, p. 850.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 4639, 7670, 9615; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 472 (année 1950).
- 633.** — Rapport de M. Jacques Masteau sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (intérieur), p. 850.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 10035; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 618 (année 1950).
- 634.** — Rapport par M. Jean Berthoin sur le projet de loi collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949, p. 853.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9733, 10240, 10632; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 620 (année 1950).
- 635.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ratification de décrets, p. 853.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9454, 10334; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 623 (année 1950).



- 636.** — Rapport par M. Saint-Cyr, sur la proposition de loi modifiant l'article 27 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française, p. 853.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 5060, 6243, 10046; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 591 (année 1950).
- 637.** — Rapport par M. Saint-Cyr, sur la proposition de loi relative aux exemptions de cotisations d'allocations familiales, p. 853.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9197, 9928; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 597 (année 1950).
- 638.** — Rapport par M. Saint-Cyr, sur la proposition de loi modifiant le régime des allocations familiales, p. 853.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8223, 9464, 9531, 9893; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 508 (année 1950).
- 639.** — Rapport par M. Jean Berthoin, sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1948 au exercices 1949 et 1950, p. 853.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9823, 10359, 10633; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 622 (année 1950).
- 640.** — Rapport par M. André Diéthelm sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de l'exercice 1949, p. 853.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9027, 10360, 10803; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 621 (année 1950).
- 641.** — Avis de la commission des pensions, présenté par M. de Bardonnèche sur le projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 853.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10652, 10656; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 568 et 627 (année 1950).
- 642.** — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à permettre aux victimes des calamités agricoles la négociation des titres de l'emprunt de prélèvement exceptionnel, p. 853.
- 643.** — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à venir en aide aux victimes de la tornade qui s'est abattue dans le département du Nord, p. 854.
- 644.** — Proposition de résolution de M. de Bardonnèche tendant à venir en aide aux cultivateurs de la vallée de la Duranée, p. 854.
- 645.** — Avis de la commission du travail présenté par Mme Devaud portant extension à l'Algérie de la loi n<sup>o</sup> 49-1111 du 2 août 1949 concernant les accidents du travail, p. 854.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8691, 10182, 10333, 10650; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 569, 586 et 631 (année 1950).
- 646.** — Projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 854.
- 647.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (prestations familiales agricoles), p. 855.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 10035, 10045, 10143; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 609 (année 1950).
- 648.** — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 855.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10652, 10656; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 568, 627, 641 (année 1950).
- 649.** — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de loi complétant l'article 17 (alinéa 3) de la loi n<sup>o</sup> 48-1306 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance vieillesse, p. 855.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9457, 10146; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 548 (année 1950).
- 650.** — Avis de la commission de l'agriculture présenté par M. Saint-Cyr sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (prestations familiales agricoles), p. 855.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 10035, 10045, 10143; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 609 et 647 (année 1950).
- 651.** — Rapport par M. Tharradin sur le projet de loi modifiant les articles 39, 40 et 182 du décret n<sup>o</sup> 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 855.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 4966, 10206; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 596 (année 1950).
- 652.** — Rapport de M. Saller sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (France d'outre-mer), p. 855.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10811, 10812; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 619 (année 1950).
- 653.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils, p. 857.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9221, 9446, 9727, 9917, 10035, 10045, 10181, 10233, 10443, 10651, 10786, 10811, 10812.
- 654.** — Rapport supplémentaire de M. Jacques Masteau sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (intérieurs), p. 863.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9546, 9727, 10035; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 618 et 633 (année 1950).
- 655.** — Avis de la commission de l'agriculture présenté par M. Pelenc sur le projet de loi portant fixation d'un programme aérien, p. 863.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9819, 10281, 10753, 10774; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 590 et 630 (année 1950).
- 656.** — Avis de M. Ernest Pezet sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord portant remise réciproque de documents d'archives entre la France et l'Italie, p. 870.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9026, 10127; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 595 et 629 (année 1950).
- 657.** — Rapport par M. Henri Cordier sur le projet de loi relatif à l'organisation de la compagnie des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris, p. 871.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8884, 9769; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 540 (année 1950).
- 658.** — Rapport par M. Jean Berthoin sur le projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 871.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10847, 10856; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 646 (année 1950).
- 659.** — Rapport de M. Razac sur le projet de loi fixant le régime électoral d'une assemblée représentative territoriale de la Côte française des Somalis, p. 871.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 728, 1126, 7090, 9190, 10694; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 580 (année 1950).
- 660.** — Rapport par M. Jacques Masteau sur la proposition de loi tendant à abroger l'article 23 de la loi du 14 février 1942 relative à l'organisation et au fonctionnement du marché financier, p. 878.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10155, 10383; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 546 (année 1950).
- 661.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention relative au service militaire conclue entre la France et le Danemark, p. 878.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9992, 10596.
- 662.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à ouvrir un crédit d'un million comme secours aux sinistrés de la ville de Curzco, p. 878.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>o</sup> 10372, 10636.
- 663.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, p. 879.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 5005, 5098, 7932, 8267, 8536, 9472, 9538, 10491, 10838; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 645 (année 1949).
- 664.** — Rapport par M. Denvers sur la proposition de loi portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, p. 879.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 5905, 5998, 7932, 8267, 8536, 9472, 9538, 10491, 10838; Conseil de la République, n<sup>os</sup> 645 (année 1949) et 665 (année 1950).
- 665.** — Rapport par M. Clavier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, p. 879.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 8337, 8426, 9215, 9521, 9546, 9727, 9917, 9948, 10035, 10045, 10181, 10233, 10443, 10651, 10786, 10811, 10812; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 633 (année 1950).
- 666.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles, p. 879.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10823, 10875.
- 667.** — Rapport par M. Emilien Lieutaud sur la proposition de loi tendant à ouvrir un crédit d'un million comme secours aux sinistrés de la ville de Curzco, p. 880.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10372, 10636; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 662 (année 1950).
- 668.** — Rapport de M. Dronne sur le projet de loi modifiant l'article 12 de la loi n<sup>o</sup> 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 880.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10450, 10676; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 565 (année 1950).
- 669.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux jardins ouvriers, p. 880.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9762, 10770.
- 670.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'aide à la construction, p. 881.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10700, 10824, 10855, 10866, 10877.
- 671.** — Rapport par Mme Devaud sur la proposition de loi relative aux jardins ouvriers, p. 881.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 9762, 10770; Conseil de la République, n<sup>o</sup> 609 (année 1950).
- 672.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à instituer une ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture, p. 881.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10763, 10894.
- 673.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant prorogation de la concession du pavillon de Marsan, p. 882.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n<sup>os</sup> 10448, 10813.

- 674.** — Rapport par M. de Cortambert sur le projet de loi tendant à apporter une aide financière aux victimes de calamités agricoles, p. 882.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10828, 10875; Conseil de la République, n° 666 (année 1950).
- 675.** — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif à l'aide à la construction, p. 882.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10760, 10824, 10866, 10877, 10885; Conseil de la République, n° 670 (année 1950).
- 676.** — Avis de la commission de la reconstruction, présenté par M. Chochoy, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'aide à la construction, p. 882.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10760, 10824, 10866, 10877, 10885; Conseil de la République, nos 670 et 675 (année 1950).
- 677.** — Rapport par M. Lelant sur le projet de loi portant prorogation de la concession du pavillon de Marsan, p. 882.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10448, 10813; Conseil de la République, n° 673 (année 1950).
- 678.** — Rapport par M. de Pontbriand sur la proposition de loi relative à l'organisation du marché du sel de l'Ouest, p. 882.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9857, 10386; Conseil de la République, n° 606 (année 1950).
- 679.** — Avis de la commission de l'agriculture, présenté par M. Restat, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles, p. 883.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10828, 10875; Conseil de la République, nos 666 et 674 (année 1950).
- 680.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention relative à l'exploitation des navires météorologiques dans l'Atlantique Nord, p. 883.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9889, 10607.
- 681.** — Projet de loi tendant à ratifier un avenant à la convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions, p. 883.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8976, 10698.
- 682.** — Rapport par M. Alric sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à instituer une ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture, p. 883.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10763, 10894; Conseil de la République, n° 672 (année 1950).
- 683.** — Avis de la commission de l'agriculture, présenté par M. Benigne Fournier, sur le projet de loi tendant à instituer une ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture, p. 883.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10763, 10894; Conseil de la République, nos 672 et 682 (année 1950).
- 684.** — Projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Nemours, p. 883.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9467, 10725.
- 685.** — Projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Laghouat, p. 884.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n° 9466, 10726.
- 686.** — Projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Milliana, p. 884.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9465, 10727.
- 687.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention d'union internationale de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, p. 884.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7900, 10814.
- 688.** — Projet de loi tendant à étendre le bénéfice des retraites mutualistes aux combattants de la guerre 1939-1945, p. 884.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n° 10255, 10663.
- 689.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder certains avantages à des fonctionnaires ayant exercé avant la guerre dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 885.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5515, 7917, 10798.
- 690.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer une « promotion de l'énergie » dans l'ordre de la Légion d'honneur, p. 885.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9990, 10766.
- 691.** — Proposition de loi de M. Verdeille tendant à modifier les lois concernant la pêche à la ligne, p. 885.
- 692.** — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à intensifier les recherches pétrolières en Afrique équatoriale française, p. 886.
- 693.** — Proposition de résolution de M. Charles-Cros tendant à venir en aide aux populations d'Afrique occidentale française éprouvées par des inondations, p. 888.
- 694.** — Rapport de M. Marcellin sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi relative à la répression des faits de collaboration, p. 889.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8825, 8861; Conseil de la République, n° 351 (année 1950).

- 695.** — Rapport de M. Maurice Walker sur la proposition de loi tendant à instituer une subvention pour favoriser la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur pour les jeunes de moins de vingt et un ans, p. 889.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8333, 9476; Conseil de la République, n° 374 (année 1950).
- 696.** — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à exonérer les départements, les communes et leurs établissements publics des taxes sur le chiffre d'affaires, p. 890.
- 697.** — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à compléter la loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 890.
- 698.** — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à proroger les dispositions de la loi du 2 août 1950 instituant des primes de déménagement et de réinstallation, p. 891.
- 699.** — Projet de loi modifiant l'article 11 de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, p. 891.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11024, 11071.
- 700.** — Proposition de loi de M. Wehrung tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, p. 891.
- 701.** — Avis de Mme Jane Vialle sur la proposition de résolution tendant à modifier les programmes d'histoire et de géographie, p. 892.  
Voir: Conseil de la République, nos 831 (année 1949) et 348 (année 1950).
- 702.** — Avis de Mme Jane Vialle sur la proposition de résolution tendant à favoriser la diffusion de la pensée française, p. 892.  
Voir: Conseil de la République, nos 163 et 437 (année 1950).
- 703.** — Rapport de M. Muscatelli sur le projet de loi relatif aux conditions d'application à l'Algérie de la loi sur les nationalisations de l'électricité et du gaz, p. 892.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9753, 10577; Conseil de la République, n° 625 (année 1950).
- 704.** — Rapport de M. Zussy sur la proposition de loi tendant à accorder certains avantages à des fonctionnaires du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 891.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5515, 7917, 10798; Conseil de la République, n° 689 (année 1950).
- 705.** — Rapport de M. Muscatelli sur la proposition de loi tendant à modifier, pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation des élections, p. 891.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8078, 9398, 9949; Conseil de la République, n° 403 (année 1949).
- 706.** — Rapport de M. Jules Valle sur le projet de loi relatif aux conditions d'application à l'Algérie de la loi sur les dommages de guerre, p. 897.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 3459, 9578, 10239, 10440, 10680; Conseil de la République, n° 624 (année 1950).
- 707.** — Rapport de M. Lionel-Pélerin sur le projet de loi modifiant à titre provisoire la loi portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer, p. 895.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9443, 10096; Conseil de la République, n° 459 (année 1950).
- 708.** — Rapport de M. Borgeaud sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Nemours, p. 898.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9467, 10725; Conseil de la République, n° 684 (année 1950).
- 709.** — Rapport de M. Borgeaud sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Laghouat, p. 898.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9466, 10726; Conseil de la République, n° 685 (année 1950).
- 710.** — Rapport de M. Borgeaud sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Milliana, p. 898.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9465, 10727; Conseil de la République, n° 686 (année 1950).
- 711.** — Projet de loi relatif à la ratification des accords conclus à Paris, le 3 mars 1950, entre la France et la Sarre, p. 899.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9752, 10550.
- 712.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder à l'Alliance française la garantie de l'Etat pour un emprunt, p. 899.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9838, 10868.
- 713.** — Rapport de M. Carcassonne sur la proposition de loi abrogeant les dispositions qui suppriment le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis, p. 899.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 3407, 7289; Conseil de la République, n° 603 (année 1950).
- 714.** — Projet de loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif, p. 900.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10347, 11085.
- 715.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger la loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, p. 901.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10669, 10772.

- 716.** — Proposition de loi de M. Jean Geoffroy tendant à interdire aux acheteurs de produits agricoles de faire payer aux producteurs les taxes mises à leur charge par le code général des impôts, p. 901.
- 717.** — Proposition de loi de M. Voure'h tendant à subventionner l'achèvement du monument des Bretons des forces françaises libres, p. 901.
- 718.** — Rapport de M. Bernard Lafay sur la proposition de loi tendant à réglementer le commerce des substances édulcorantes artificielles, p. 901.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10135, 10701; Conseil de la République, n° 600 (année 1950).
- 719.** — Rapport de M. Jacques Gadoin sur la proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés, p. 902.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8423, 9274, 9441, 10019, 10348; Conseil de la République, nos 96 et 605 (année 1950).
- 720.** — Proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à permettre aux étudiants anciens combattants de bénéficier de l'exonération des droits scolaires jusqu'au terme de leurs études, p. 905.
- 721.** — Rapport de M. Georges Pernot sur le projet de loi modifiant la loi portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, p. 906.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11024, 11070; Conseil de la République, n° 699 (année 1950).
- 722.** — Rapport de M. Kalb sur le projet de loi tendant à autoriser la délégation à la cour d'appel de Colmar des magistrats français composant la chambre franco-sarroise, p. 906.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9594, 10601; Conseil de la République, n° 616 (année 1950).
- 723.** — Rapport de M. Michel Debré sur le projet de loi relatif à la ratification des accords conclus entre la France et la Sarre, p. 907.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9752, 10550; Conseil de la République, n° 711 (année 1950).
- 724.** — Rapport de M. Razac sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux populations d'Afrique occidentale française éprouvées par des pluies torrentielles et des inondations, p. 912.  
Voir: Conseil de la République, n° 693 (année 1950).
- 725.** — Rapport de M. Lionel-Pélerin sur le projet de loi tendant à ratifier la convention relative au service militaire conclue entre la France et le Danemark, p. 912.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9992, 10596; Conseil de la République, n° 661 (année 1950).
- 726.** — Rapport supplémentaire de M. Zussy sur la proposition de loi tendant à accorder certains avantages à des fonctionnaires ayant exercé avant la guerre dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, p. 912.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5515, 7917, 10798; Conseil de la République, nos 689 et 704 (année 1950).
- 727.** — Projet de loi portant modification de la loi réorganisant le Crédit maritime mutuel, p. 913.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9192, 10762.
- 728.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder certaines exonérations fiscales aux associations de mutilés émettrices de participations à la loterie nationale, p. 914.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9250, 10854.
- 729.** — Proposition de résolution de M. Peschaud tendant à donner satisfaction aux revendications des anciens combattants, p. 914.
- 730.** — Rapport de M. Gustave sur le projet de loi rendant applicable dans les territoires d'outre-mer la loi concernant la répression des infractions à la convention relative à la protection des câbles sous-marins, p. 915.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9316, 10134; Conseil de la République, n° 458 (année 1950).
- 731.** — Rapport supplémentaire de M. Dronné sur le projet de loi modifiant la loi sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 916.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10150, 10676; Conseil de la République, nos 565 et 668 (année 1950).
- 732.** — Rapport de M. le général Cornignion-Molinier sur le projet de loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire, p. 918.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10947, 11085; Conseil de la République, n° 714 (année 1950).
- 733.** — Rapport de M. Héline sur le projet de loi tendant à étendre le bénéfice des retraites mutualistes aux combattants de la guerre 1939-1945, p. 923.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10255, 10663; Conseil de la République, n° 688 (année 1950).
- 734.** — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à uniformiser le taux de la prime de résorption du prix du blé pour le calcul du prix des fermages, p. 923.
- 735.** — Rapport de M. Naveau sur la proposition de résolution tendant à faire bénéficier les producteurs de blé d'une prime de conservation, p. 924.  
Voir: Conseil de la République, n° 513 (année 1950).
- 736.** — Rapport de M. Lézer sur la proposition de loi tendant à créer une proposition spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur dite « Promotion de l'énergie », p. 925.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9990, 10766; Conseil de la République, n° 690 (année 1950).
- 737.** — Avis de M. Serrure sur le projet de loi modifiant l'article 12 de la loi sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 925.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10150, 10676; Conseil de la République, nos 565, 668 et 731 (année 1950).
- 738.** — Avis de M. Pierre Boudet sur le projet de loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant la loi sur le recrutement de l'armée, p. 925.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10947, 11085; Conseil de la République, nos 714 et 732 (année 1950).
- 739.** — Proposition de résolution de M. Julien Gautier tendant à accorder une subvention aux territoires du Tchad et de l'Oubangui pour secourir les victimes des inondations, p. 925.
- 740.** — Proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à l'adoption des recommandations votées par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 926.
- 741.** — Rapport de M. Durieux sur la proposition de résolution tendant à assurer un travail égal dans tous les moulins, p. 926.  
Voir: Conseil de la République, n° 557 (année 1950).
- 742.** — Deuxième rapport de M. Mathieu sur le projet de loi tendant à modifier l'acte dit loi réglementant la profession d'opticien lunetier détaillant, p. 927.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5591, 5790, 6631, 9655, 10201; Conseil de la République, nos 511 et 585 (année 1950).
- 743.** — Rapport de M. Voure'h sur la proposition de loi portant modification de la loi ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 927.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10597, 10710, 10773; Conseil de la République, n° 599 (année 1950).
- 744.** — Avis de la commission de la famille par M. Mathieu sur le projet de loi relatif à la ratification des accords conclus à Paris le 3 mars 1950 entre la France et la Sarre, p. 928.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9752, 10550; Conseil de la République, nos 711 et 723 (année 1950).
- 745.** — Rapport de M. Naveau tendant à uniformiser le taux de la prime de résorption instituée par le décret du 23 août 1950, p. 928.  
Voir: Conseil de la République, n° 731 (année 1950).
- 746.** — Rapport de M. Pic sur le projet de loi tendant à ratifier la convention relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique Nord, p. 928.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9889, 10607; Conseil de la République, n° 630 (année 1950).
- 747.** — Proposition de résolution de M. Lodéon tendant à venir en aide aux victimes du violent incendie survenu dans la commune de Marin (Martinique), p. 929.
- 748.** — Rapport supplémentaire de M. Jacques Gadoin sur la proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés, p. 929.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8423, 9274, 9441, 10019, 10348; Conseil de la République, nos 96, 605 et 719 (année 1950).
- 749.** — Rapport de M. Marcihacy sur le projet de loi relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands, p. 929.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7613, 9804; Conseil de la République, n° 473 (année 1950).
- 750.** — Avis de M. Armengaud sur le projet de loi relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands, p. 930.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7613, 9804; Conseil de la République, nos 473 et 749 (année 1950).
- 751.** — Proposition de loi de M. Dulin tendant à proroger les délais impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément, p. 931.
- 752.** — Projet de loi portant ouverture de crédit pour les obsèques de M. Albert Lebrun, p. 931.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9451, 11200.
- 753.** — Projet de loi portant ouverture de crédit pour les obsèques de M. Léon Blum, p. 932.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9705, 11201.
- 754.** — Projet de loi rendant applicable dans les territoires d'outre-mer la loi abrogeant le septième alinéa de l'article 444 du code d'instruction criminelle, p. 932.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10295, 11165.
- 755.** — Projet de loi rendant applicable dans les territoires d'outre-mer la loi modifiant l'article 363 du code pénal, p. 932.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10235, 11166.
- 756.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention générale entre la France et la Yougoslavie sur la sécurité sociale, p. 933.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9958, 11226.

**757.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à subventionner l'érection de monuments à la mémoire des otages fusillés par les Allemands, p. 933.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9276, 10385, 11163.

**758.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à faire considérer comme des salaires pour l'établissement de l'impôt les gains réalisés par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples, p. 933.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8446, 9047, 10791, 11164.

**759.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 9 du code des pensions militaires d'invalidité, p. 933.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10485, 10667.

**760.** — Avis de la commission de la justice par M. Bardon-Darnazid sur la proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primas, p. 934.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8423, 9274, 9441, 10049, 10348; Conseil de la République, nos 96, 605, 719, 748 (année 1950).

**761.** — Proposition de résolution de M. Gaspard tendant à accroître les émissions radiophoniques, ondes courtes, vers l'étranger, p. 934.

**762.** — Rapport annuel par M. Méric, sur la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte et sur l'accident du S. E. 2010-01 « Armagnac », p. 936.

Voir: Conseil de la République, n° 149 (année 1950).

**763.** — Rapport supplémentaire par M. J. Gadoin sur la proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primas, p. 940.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8423, 9274, 9441, 10049, 10348; Conseil de la République, nos 96, 605, 719 et 748 (année 1950).

**764.** — Proposition de résolution de M. Couinaud tendant à mettre en vigueur par décret les dispositions prévues par l'article 367 du code général des impôts, p. 940.

**765.** — Rapport de M. Soldani sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux victimes de la tornade qui s'est abattue dans le département du Nord, p. 940.

Voir: Conseil de la République, n° 643 (année 1950).

**766.** — Rapport de M. Héline sur la proposition de résolution tendant à permettre aux étudiants anciens combattants de bénéficier de l'exonération des droits scolaires jusqu'au terme de leurs études, p. 941.

Voir: Conseil de la République, n° 720 (année 1950).

**767.** — Projet de loi tendant à modifier les lois relatives à la propriété foncière en Algérie, p. 941.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7464, 11063.

**768.** — Projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 942.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8982, 10699, 11484.

**769.** — Rapport de M. Durand-Réville sur la proposition de résolution tendant à intensifier les recherches pétrolières en Afrique équatoriale française, p. 942.

Voir: Conseil de la République, n° 692 (année 1950).

**770.** — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi tendant à proroger la loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, p. 944.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10669, 10772; Conseil de la République, n° 715 (année 1950).

**771.** — Rapport de M. Denvers sur le projet de loi portant modification de la loi réorganisant le Crédit maritime mutuel, p. 944.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9492, 10762; Conseil de la République, n° 727 (année 1950).

**772.** — Proposition de loi de M. Armengaud précisant l'étendue des activités industrielles de l'Etat et tendant à la création de la société nationale pour la gestion des fonds publics, p. 945.

**773.** — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur le projet de loi relatif au nantissement de l'outillage, p. 951.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4587, 9397, 10116; Conseil de la République, n° 603 (année 1950).

**774.** — Avis de M. Borgeaud sur le projet de loi relatif au nantissement de l'outillage, p. 957.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4587, 9397, 10116; Conseil de la République, nos 603 et 773 (année 1950).

**775.** — Avis de la commission de la justice par M. Belalande sur le projet de loi, réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant, p. 958.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5591, 5790, 6651, 9255, 10204; Conseil de la République, nos 541, 538 et 742 (année 1950).

**776.** — Rapport de M. Lassagne sur le projet de loi tendant à ratifier la convention d'union internationale de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, p. 958.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7900, 10814; Conseil de la République, n° 687 (année 1950).

**777.** — Avis de M. Armengaud sur le projet de loi relatif au nantissement de l'outillage, p. 959.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4587, 9397, 10116; Conseil de la République, nos 603, 773 et 774 (année 1950).

**778.** — Proposition de résolution de M. Robert Aubé tendant à instaurer un régime de soutien en faveur de la production aurifère des territoires de l'Union française, p. 961.

**779.** — Projet de loi relatif à la médaille des prisonniers civils de la guerre 1914-1918, p. 963.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 14008, 11204.

**780.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention relative aux pensions d'invalidité conclue avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, p. 963.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11005, 11221.

**781.** — Projet de loi tendant à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus entre la France et les Pays-Bas, p. 963.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10404, 11290.

**782.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention générale entre la France et le Royaume-Uni relative aux régimes de sécurité sociale applicables en France et en Irlande du Nord, p. 963.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10107, 11291.

**783.** — Projet de loi tendant à modifier les articles 64 et 64 a du livre II du code du travail relatifs aux conditions d'entrée en France des étrangers, p. 964.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10905, 11340.

**784.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre la modification par décret du tarif des droits de quai, p. 964.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11110, 11315.

**785.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la suppression du comité consultatif du tourisme, p. 964.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9338, 10305.

**786.** — Rapport supplémentaire par M. Abel Durand sur la proposition de loi concernant le travail de manutention dans les ports, p. 965.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10669, 10772; Conseil de la République, nos 715 et 770 (année 1950).

**787.** — Proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à prendre en considération les grades des agents de défense passive pour le calcul des pensions de victimes de guerre, p. 965.

**788.** — Proposition de résolution de M. Héline tendant à décider que la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 soit célébrée le 8 mai de chaque année, p. 966.

**789.** — Avis de la commission des affaires économiques par M. Jacques Gadoin sur le projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, p. 966.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4587, 9397, 10116; Conseil de la République, nos 603, 773, 774 et 777 (année 1950).

**790.** — Avis de la commission des finances par M. J. Masteau sur le projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, p. 966.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4587, 9397, 10116; Conseil de la République, nos 603, 773, 774, 777 et 789 (année 1950).

**791.** — Rapport de M. Julien Gautier sur la proposition de résolution tendant à accorder une subvention aux territoires du Tchad et de l'Oubanghi pour secourir les victimes des inondations, p. 966.

Voir: Conseil de la République, n° 739 (année 1950).

**792.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention générale entre la France et la Yougoslavie, p. 967.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9958, 11236; Conseil de la République, n° 756 (année 1950).

**793.** — Projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, p. 967.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10099, 10549, 11374, 11413.

**794.** — Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, p. 968.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10944, 11189, 11297.

**795.** — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux victimes de l'incendie survenu dans la commune de Marin, département de la Martinique, p. 969.

Voir: Conseil de la République, n° 747 (année 1950).

**796.** — Avis de la commission de la justice par M. G. Pernet sur la proposition de loi tendant à créer une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur dite « Promotion de l'énergie », p. 970.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9990, 10766; Conseil de la République, nos 690 et 736 (année 1950).

**797.** — Avis de la commission des finances par M. Jean Berthoin sur la proposition de loi accordant certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 970.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 5515, 7917, 10796; Conseil de la République, nos 689, 704 et 726 (année 1950).

**798.** — Résolution, adoptée par l'Assemblée nationale décidant la révision de certains articles de la Constitution, p. 970.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 41272, 11431.

**799.** — Projet de loi réglant les rapports entre bailleurs et locataires occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel applicable à l'Algérie, p. 970.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9024, 10392.

- 800.** — Projet de loi relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives, p. 975.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10258, 11205.
- 801.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle, p. 976.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9212, 11228.
- 802.** — Rapport supplémentaire par M. Jozeau-Marigné sur le projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, p. 976.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4587, 9397, 10116; Conseil de la République, nos 603, 773, 774, 777, 789 et 790.
- 803.** — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à modifier le régime de l'assistance judiciaire, p. 976.
- 804.** — Proposition de résolution de M. Mathieu tendant à supprimer les abattements de zones en matière de prestations familiales, p. 976.
- 805.** — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre relative au montant maximum des prêts consentis par les organismes d'habitations à bon marché, p. 977.
- 806.** — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour les obsèques de M. Albert Lebrun, p. 977.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9451, 11200; Conseil de la République, no 752 (année 1950).
- 807.** — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi portant ouverture de crédit pour les obsèques de M. Léon Blum, p. 977.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9705, 11201; Conseil de la République, no 753 (année 1950).
- 808.** — Proposition de résolution de M. de La Gontrie tendant à venir en aide à la commune de Villard-sur-Doron et aux victimes d'un éboulement, p. 978.
- 809.** — Proposition de résolution de M. Borgeaud tendant à réaliser le réarmement moral et matériel du pays et assurer la sécurité des citoyens français, p. 978.
- 810.** — Projet de loi portant amnistie de certaines condamnations, p. 978.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6156, 7734, 7758; 8329, 8416, 8807, 10292; Conseil de la République, no 490 (année 1949).
- 811.** — Rapport de M. Chapalain sur la proposition de loi tendant à accorder certaines exonérations fiscales aux associations de mutilés de guerre émettrices de participations à la loterie nationale, p. 980.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9250, 10854; Conseil de la République, no 728 (année 1950).
- 812.** — Rapport de M. Courrière sur la proposition de loi tendant à permettre la modification par décret du tarif des droits de quai, p. 980.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11110, 11315; Conseil de la République, no 784 (année 1950).
- 813.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, p. 980.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10944, 11189, 11297; Conseil de la République, no 794 (année 1950).
- 814.** — Projet de loi tendant à ratifier les quatre conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre, p. 983.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10105, 11375, 11471.
- 815.** — Avis de M. Léger sur la proposition de loi tendant à permettre la modification par décret du tarif des droits de quai, p. 983.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11140, 11315; Conseil de la République, nos 784 et 812 (année 1950).
- 816.** — Avis de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention d'union internationale de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, p. 983.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7900, 10814; Conseil de la République, nos 687 et 776 (année 1950).
- 817.** — Proposition de résolution de M. Henri Maupoil tendant à accorder des secours aux victimes des inondations dans le département de Saône-et-Loire, p. 983.
- 818.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (industrie et commerce), p. 983.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11040, 11430.
- 819.** — Projet de loi réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord, p. 985.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 4170, 4648, 10445, 11305.
- 820.** — Projet de loi relatif au recrutement des officiers de justice militaire, p. 985.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9306, 11346.
- 821.** — Projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, p. 985.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10891, 11454.

- 822.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder aux ouvriers mineurs le paiement de la journée chômée de la Sainte-Barbe, p. 986.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8623, 8627, 8799.
- 823.** — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à ratifier deux avenants à deux conventions franco-suédoises relatives aux doubles impositions, p. 986.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8976, 10698; Conseil de la République, no 681 (année 1950).
- 824.** — Rapport annuel de M. Delfortrie, au nom de la sous-commission chargée de suivre la gestion des entreprises nationalisées (5<sup>e</sup> partie: les Charbonnages de France), p. 986.  
Voir: Conseil de la République, nos 119 et 762 (année 1950).
- 825.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 50 de la loi relative aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires, p. 991.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8758, 8855, 9016, 9974, 11238, 11295.
- 826.** — Proposition de résolution de M. Cornu tendant à instituer l'incompatibilité entre toute fonction d'autorité et l'appartenance au parti communiste, p. 998.
- 827.** — Proposition de résolution de M. Chapalain tendant à mettre en vente un carburant agricole à prix réduit, p. 998.
- 828.** — Proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à développer l'étude des sciences administratives, p. 999.
- 829.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 999.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8372, 8187, 8715, 9556, 10231, 10379, 10411, 10707, 11258, 11334, 11600.
- 830.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale, p. 999.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), no 11534.
- 831.** — Rapport de M. Romani sur le projet de loi rendant applicable dans les territoires d'outre-mer la loi abrogeant le septième alinéa de l'article 441 du code d'instruction criminelle, p. 1000.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10295, 11165; Conseil de la République, no 754 (année 1950).
- 832.** — Rapport de M. Grassard sur le projet de loi rendant applicable dans les territoires d'outre-mer la loi modifiant l'article 365 du code pénal, p. 1000.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10235, 11166; Conseil de la République, no 755 (année 1950).
- 833.** — Rapport de Mme Marie-Hélène Cardot sur la proposition de résolution tendant à prendre en considération les grades des agents civils de la défense passive pour le calcul des pensions de victimes de guerre, p. 1000.  
Voir: Conseil de la République, no 787 (année 1950).
- 834.** — Rapport de M. Lamousse sur la proposition de résolution tendant à accroître les émissions radiophoniques ondes courtes vers l'étranger, p. 1001.  
Voir: Conseil de la République, no 761 (année 1950).
- 835.** — Rapport de M. Ternynck sur le projet de loi tendant à ratifier la convention relative aux pensions des victimes civiles de guerre conclue avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, p. 1001.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11005, 11221; Conseil de la République, no 790 (année 1950).
- 836.** — Rapport de M. Laillet de Montulé sur le projet de loi relatif à la médaille des prisonniers civils de la guerre 1911, p. 1001.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11068, 11204; Conseil de la République, no 779 (année 1950).
- 837.** — Rapport de M. Radius sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 9 du code des pensions militaires d'invalidité, p. 1002.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10485, 10667; Conseil de la République, no 759 (année 1950).
- 838.** — Proposition de résolution de M. Cornu tendant à fixer la date des vacances scolaires du 1<sup>er</sup> juillet au 15 septembre, p. 1002.
- 839.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Imprimerie nationale), p. 1003.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11038, 11429.
- 840.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (Légion d'honneur et ordre de la Libération), p. 1003.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11042, 11427.
- 841.** — Proposition de résolution de M. Hébert tendant à changer le mode de fixation du revenu cadastral, p. 1004.
- 842.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (services des affaires étrangères), p. 1005.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11034, 11428.
- 843.** — Rapport de M. Bardon-Damarzid sur le projet de loi portant amnistie de certaines condamnations, p. 1006.  
Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6156, 7734, 7758, 8329, 8416, 8807, 10292; Conseil de la République, nos 490 (année 1949) et 810 (année 1950).

- 844.** — Rapport de M. Clavier sur la proposition de loi tendant à faire considérer comme des salaires pour l'établissement de l'impôt les gains réalisés par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples, p. 4014.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8446, 9047, 10791, 11164; Conseil de la République, n° 758 (année 1950).
- 845.** — Rapport de M. Avinin sur la proposition de loi tendant à subventionner l'érection de monuments à la mémoire des otages fusillés par les Allemands, p. 4013.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9276, 10385, 11163; Conseil de la République, n° 757 (année 1950).
- 846.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (haut commissariat de la République française en Sarre), p. 4013.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11034, 11453.
- 847.** — Projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit pour le fonctionnement de la délégation française auprès du conseil des suppléants du Pacte Atlantique, p. 4014.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n° 10830, 10878.
- 848.** — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi portant application à l'Algérie de la loi réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 4014.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9024, 10393; Conseil de la République, n° 799 (année 1950).
- 849.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (reconstruction et urbanisme), p. 4022.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11045, 11515.
- 850.** — Projet de loi tendant à la ratification de la convention n° 40 fixant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, p. 4024.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n° 1229, 11317.
- 851.** — Projet de loi approuvant un avenant n° 2 au cahier des charges de la concession du canal du Foulon, p. 4024.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n° 10800, 11533.
- 852.** — Projet de loi ouvrant une avance de trésorerie au profit du budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 4024.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11287, 11599.
- 853.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, complétant l'article 18 de la loi relative à la protection des appellations d'origine, p. 4024.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7183, 8840, 9110.
- 854.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer la publicité des boissons autorisées, p. 4025.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9063, 9095, 9303, 9401, 11481.
- 855.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant relèvement du plafond de cotisation aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales, p. 4025.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9145, 9255, 9899, 11035, 11052 (rectifié), 12254, 11653.
- 856.** — Rapport de M. Jean Maroger sur la proposition de loi tendant à accorder à l'Alliance française la garantie de l'Etat pour un emprunt, p. 4025.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9838, 10868; Conseil de la République, n° 712 (année 1950).
- 857.** — Proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à promouvoir un plan de mobilisation industrielle, p. 4026.
- 858.** — Avis de la commission des affaires étrangères, par M. Laspagne, sur la proposition de loi concernant les émissions radiophoniques, p. 4027.  
 Voir: Conseil de la République, nos 761 et 834 (année 1950).
- 859.** — Rapport de M. Aubenger sur le projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, p. 4027.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n° 10831, 11451; Conseil de la République, n° 821 (année 1950).
- 860.** — Rapport de M. Courrière sur la proposition de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale, p. 4027.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n° 11554; Conseil de la République, n° 830 (année 1950).
- 861.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention d'assistance sociale et médicale signée entre les cinq pays cosignataires du traité de Bruxelles, p. 4028.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9334, 10049.
- 862.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention tendant à étendre l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du traité de Bruxelles, p. 4028.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9135, 9788.
- 863.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et l'Organisation européenne de coopération économique sur la situation, au regard des législations de sécurité sociale, du personnel employé par ladite organisation, p. 4028.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9386, 9786.
- 864.** — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires (prestations familiales agricoles), p. 4028.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8982, 10699, 11164; Conseil de la République, n° 768 (année 1950).
- 865.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Durand-Réville sur la proposition de résolution sur des mesures destinées à intensifier les recherches pétrolières en Afrique équatoriale française, p. 4028.  
 Voir: Conseil de la République, nos 692 et 769 (année 1950).
- 866.** — Rapport de M. Rochereau sur le projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, p. 4031.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10099, 10549, 11374, 11413; Conseil de la République, n° 793 (année 1950).
- 867.** — Rapport de M. Clavier, au nom de M. Gaspard, sur la proposition de loi tendant à réglementer la publicité des boissons autorisées, p. 4033.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9063, 9095, 9303, 9401, 11481; Conseil de la République, n° 854 (année 1950).
- 868.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus entre la France et les Pays-Bas, p. 4033.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10104, 11290; Conseil de la République, n° 781 (année 1950).
- 869.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention relative aux régimes de sécurité sociale applicables en France et en Irlande du Nord, p. 4033.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10107, 11291; Conseil de la République, n° 782 (année 1950).
- 870.** — Rapport de M. Mamadou Dia sur la proposition de résolution tendant à éviter qu'un retour à la liberté du marché des arachides soit préjudiciable aux intérêts du producteur africain, p. 4034.  
 Voir: Conseil de la République, n° 368 (année 1950).
- 871.** — Rapport, par M. Bolifraud, sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1951, p. 4035.
- 872.** — Proposition de loi de M. Lasalarié tendant à l'agrandissement et l'équipement du canal du Verdon, p. 4036.
- 873.** — Proposition de loi relative au statut du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré, p. 4037.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 688, 2164, 5710, 8804, 11679.
- 874.** — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi ouvrant une avance de trésorerie au projet du budget annexe des prestations familiales, p. 4038.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11287, 11599; Conseil de la République, n° 852 (année 1950).
- 875.** — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de loi portant relèvement du plafond de cotisation aux caisses de sécurité sociale, p. 4038.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9145, 9255, 9899, 11033, 11052 (rectifié), 11254, 11653; Conseil de la République, n° 855 (année 1950).
- 876.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention d'assistance sociale et médicale signée entre les cosignataires du traité de Bruxelles, p. 4038.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9384, 10049; Conseil de la République, n° 861 (année 1950).
- 877.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention tendant à coordonner l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du traité de Bruxelles, p. 4038.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9315, 9788; Conseil de la République, n° 862 (année 1950).
- 878.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et l'Organisation de coopération économique sur la situation, au regard des législations de sécurité sociale, du personnel de cette organisation, p. 4038.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9386, 9786; Conseil de la République, n° 863 (année 1950).
- 879.** — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 4039.  
 Voir: Conseil de la République, n° 829 (année 1950).
- 880.** — Avis de la commission des finances, par M. Demusois, sur la proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 4039.  
 Voir: Conseil de la République, nos 829 et 879 (année 1950).
- 881.** — Projet de loi relatif au degré minimum des vins de coupe, p. 4039.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11386, 11447, 11603.
- 882.** — Projet de loi tendant à compléter, en vue de son application à l'Algérie, la loi relative aux conventions collectives, p. 4039.  
 Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11027, 11535.

**883.** — Projet de loi prorogeant le délai imparti pour les expropriations nécessaires à la construction d'un pont à Tancarville, p. 1040.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 41100, 11485.

**884.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils (travaux publics, transports et tourisme), p. 1040.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11044, 11671, 11709.

**885.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à affirmer l'insaisissabilité du traitement afférent aux décorations militaires, p. 1042.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7801, 11222.

**886.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 15 de la loi sur les publications destinées à la jeunesse, p. 1042.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 7744, 7796, 9601, 10866, 11573.

**887.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à transférer au « Centre national de transfusion sanguine » le bénéfice de l'expropriation prononcée au profit de l'œuvre de la transfusion sanguine, p. 1042.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11193, 11736

**888.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger le mandat du Conseil économique, p. 1042.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11577, 11662.

**889.** — Proposition de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général, p. 1043.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 6019, 6369, 11449, 11225, 11531.

**890.** — Rapport supplémentaire de M. Leger sur la proposition de loi tendant à créer une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur dite « Promotion de l'énergie », p. 1044.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9990, 10766; Conseil de la République, nos 690, 736, 796 (année 1950).

**891.** — Rapport de M. Beauvais, sur la proposition de loi, tendant à proroger le mandat du Conseil économique, p. 1044.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11577, 11662; Conseil de la République, n° 888 (année 1950).

**892.** — Rapport de M. Sympher sur le projet de loi approuvant un avenant n° 2 du cahier des charges de la concession du canal du Foulon (Alpes-Maritimes), p. 1044.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10800, 11533; Conseil de la République, n° 851 (année 1950).

**893.** — Rapport de M. Brettes sur la proposition de loi tendant à permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle, p. 1044.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 9212, 11228; Conseil de la République, n° 801 (année 1950).

**894** (année 1950). — Proposition de loi de M. Pierre Boudet tendant à compléter l'article 340 du code civil relatif à l'action en reconnaissance de paternité, p. 1045.

**895** (année 1950). — Rapport de M. René Coty sur la résolution décidant la révision de certains articles de la Constitution, p. 1045.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11272, 11431; Conseil de la République, n° 798 (année 1950).

**896.** — Rapport supplémentaire de M. Pujol sur la proposition de résolution tendant à supprimer l'examen du baccalauréat, p. 1049.

Voir: Conseil de la République, n° 807 (année 1949) et 439 (année 1950).

**897.** — Rapport de M. Michel Debré sur la proposition de M. René Coty tendant à modifier le règlement du Conseil de la République, p. 1049.

Voir: Conseil de la République, n° 14 (année 1950).

**898.** — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit pour le fonctionnement de la délégation française auprès du conseil des suppléants du pacte Atlantique, p. 1049.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10330, 10378; Conseil de la République, n° 847 (année 1950).

**899.** — Rapport de M. Robert Aubé sur la proposition de résolution tendant à instaurer un régime de soutien en faveur de la production aurifère des territoires de l'Union française, p. 1050.

Voir: Conseil de la République, n° 773 (année 1950).

**900.** — Projet de loi tendant à proroger les délais aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leurs demandes d'agrément, p. 1051.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11289, 11359; Conseil de la République, n° 751 (année 1950).

**901.** — Projet de loi tendant à élever le maximum des bonifications de rentes susceptibles d'être accordées aux déposants de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse, p. 1051.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 3133, 11289; Conseil de la République, n° 751 (année 1950).

**902.** — Rapport de M. Dulin sur le projet de loi tendant à proroger les délais aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément, p. 1052.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11359, 11585, 11729; Conseil de la République, nos 751 et 900 (année 1950).

**903.** — Projet de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi sur les moyens de prévenir la récidive, p. 1052.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 8193, 11503.

**904.** — Avis de la commission de la justice par M. de La Gontrie sur le projet de loi relatif à l'obligation de la coordination et le secret en matière de statistiques, p. 1052.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 10099, 10549, 11374, 11443; Conseil de la République, nos 793 et 866 (année 1950).

**905.** — Proposition de loi relative à la prolongation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 1052.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11586, 11735.

**906.** — Rapport de M. Carcassonne sur la proposition de loi relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 1052.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11586, 11735; Conseil de la République, n° 905 (année 1950).

**907.** — Rapport général préliminaire de M. Jean Berthoin sur les projets de loi portant fixation du budget de l'exercice 1951, p. 1053.

**908.** — Projet de loi portant ouverture de crédits applicables aux mois de janvier et février 1951, p. 1090.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n° 11827.

**909.** — Projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement, p. 1093.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), nos 11483, 11758, 11769, 11781, 11788.

**910.** — Rapport, par M. Jean Berthoin, portant ouverture de crédits applicables aux mois de janvier et février 1951, p. 1095.

Voir: Assemblée nationale (1<sup>re</sup> législ.), n° 11827; Conseil de la République, n° 908 (année 1950).

## TABLEAU DE CONCORDANCE

de la Pagination des Documents parlementaires avec les Numéros des feuilles annexes  
et de la Date de parution au " Journal officiel "

### CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1950

DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS des feuilles.	PAGES	DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS des feuilles.	PAGES
19 janvier 1951.....	1	1 à 32	22 juin 1951.....	18	545 à 576
19 janvier 1951.....	2	33 à 64	23 juin 1951.....	19	577 à 608
19 janvier 1951.....	3	65 à 96	23 juin 1951.....	20	609 à 640
20 janvier 1951.....	4	97 à 128	26 juin 1951.....	21	611 à 672
20 janvier 1951.....	5	129 à 160	26 juin 1951.....	22	673 à 704
20 janvier 1951.....	6	161 à 192	27 juin 1951.....	23	705 à 736
14 février 1951.....	7	193 à 224	27 juin 1951.....	24	737 à 768
14 février 1951.....	8	225 à 256	5 août 1951.....	25	769 à 800
21 février 1951.....	9	257 à 288	5 août 1951.....	26	801 à 832
21 février 1951.....	10	289 à 320	7 août 1951.....	27	833 à 864
19 juin 1951.....	11	321 à 352	7 août 1951.....	28	865 à 896
19 juin 1951.....	12	353 à 384	45 août 1951.....	29	897 à 928
20 juin 1951.....	13	385 à 416	15 août 1951.....	30	929 à 960
20 juin 1951.....	14	417 à 448	18 août 1951.....	31	961 à 992
21 juin 1951.....	15	449 à 480	18 août 1951.....	32	993 à 1024
21 juin 1951.....	16	481 à 512	18 août 1951.....	33	1025 à 1056
22 juin 1951.....	17	513 à 544	19 août 1951.....	34	1057 à 1076
			19 août 1951.....	35	1077 à 1095